

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

L'économie capitaliste porte en elle la guerre

Lorsqu'on examine les raisons profondes des guerres modernes, les expéditions coloniales n'étant point exclues, on en distingue, en définitive, de deux ordres : les causes économiques et les causes démographiques, celles-là liées dans une certaine mesure à celles-ci.

Depuis vingt et quelques années, les relations économiques entre les nations sont devenues des choses très compliquées ; peu à peu, des barrières redoutables ont rendu ces rapports difficiles, certaines fois impossibles. Il s'agit ici des conséquences du rapide développement du machinisme. L'évolution de ce dernier augmenta d'une quantité immense la production des pays industriels. D'un autre côté, des pays pas ou peu industrialisés se sont transformés, équipés ; de sérieux débouchés se sont ainsi ouverts en concurrents nuisibles. (Pologne, Tchécoslovaquie, Chine, Indes, Amérique du Sud, par exemple). La croissance de la puissance industrielle mondiale, co-existant avec la concurrence, sous le signe de laquelle s'effectuent, en régime capitaliste, les relations économiques entre nations, détermine des orientations dangereuses dans certains Etats dotés d'une puissante industrie, mais importateurs de produits agricoles ou de matières premières d'importance primordiale. Il ne s'agit pas uniquement, pour eux, de la rivalité classique de groupes capitalistes, mais d'une nécessité économique nationale, à laquelle est, en quelque sorte, suspendue, sinon la vie d'un peuple entier, tout au moins sa puissance.

Les constatations faites ci-dessus concernent les pays fascistes ou de régime équivalent : l'Allemagne, l'Italie et, jusqu'à un certain point, le Japon.

L'Allemagne doit importer des produits agricoles et des matières premières nécessaires à son industrie. Il lui faut, en vue de leur règlement, se procurer de l'or ou des devises étrangères, et elle ne le peut qu'en vendant à l'extérieur des quantités massives de produits de ses usines. L'intensification de la concurrence, la crise de l'économie mondiale fermentent à l'industrie allemande de nombreux débouchés, et, s'ajoutant aux conséquences économiques du traité de Versailles, jouent un grand rôle dans la préparation du Reich à la guerre pour la conquête des débouchés et des matières premières. Les paroles de Goering, déclarant que les Allemands avaient plus besoin de canons que de beurre sont, à cet égard, symptomatiques.

ROLLET.

(Voir la suite en page 2).

LE PREMIER GRAND MEETING de la S. I. A.

Il aura lieu, le vendredi 17 décembre, dans la grande salle du Gymnase Japy. Dites-le à tout le monde, à vos amis, dans votre entourage. Faites pour son succès une publicité intense.

A la merci des impérialismes...

Le traité de Versailles, qui a consacré le triomphe des impérialismes sortis vainqueurs de la grande guerre, avait proclamé dans ses principes « moraux » le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Sous le prétexte de sauvegarder les droits des nationalités et des minorités ethniques, les gérontes qui se chargèrent du nouveau partage du monde taillèrent le plus invraisemblable habit d'Arlequin, juxtaposant des éléments hétéroclites et ruinant, toujours au soi-disant bénéfice des nationalités naguère opprimées, économiquement certaines régions et faisant de l'Europe centrale notamment une mosaïque d'Etats rivaux.

La consécration du principe des nationalités n'a pas été pour rien dans le réveil arrogant des nationalismes et des fascismes.

Mais les fabricants de traités qui se flattaient d'avoir en annihilant le pangermanisme, constitué une Europe nouvelle dévouée à la

paix, peuvent contempler aujourd'hui les résultats de leur beau travail.

La guerre, qui devait être à jamais bannie, reste constamment à l'ordre du jour.

Les hommes d'Etat multiplient les conférences, les accords, les pactes, les axes, les combinaisons sans qu'on puisse entrevoir que recule réellement l'issue fatale vers laquelle se dirige le monde contemporain et ce qu'il est convenu d'appeler la civilisation occidentale.

Il ne semble pas, malgré l'optimisme général, que les conversations de Londres aient apporté ce facteur nouveau qui consoliderait dans le régime capitaliste, la paix mondiale. Un replâtrage provisoire peut en sortir sous la forme d'un nouveau pacte à quatre, ou d'une coopération européenne plus étendue ; mais il ne semble pas que les antagonismes économiques soient en voie de solution. Le problème est presque toujours le même et se résume ainsi : Les uns ont trop, les autres pas assez.

L'élément nouveau qui eût dû, qui eût pu sortir de la guerre et qui eût été l'entrée en scène du prolétariat mondial affirmant sa volonté de garantir la paix en imposant une politique internationale de classe basée sur la solidarité des exploités, ne s'est pas produit.

Tant que ce fait nouveau n'interviendra pas avec force dans les décisions des Etats, la paix restera à la merci des impérialismes.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sera foulé aux pieds par ceux-là mêmes qui, sous forme de non-intervention, prétendent le sauvegarder.

C'est le cas de l'Espagne. Une des plus amères dérisions qui puissent se voir c'est de voir l'accord des « deux grandes démocraties » se féliciter de la non-intervention qui a « empêché la guerre ».

Et le prolétariat international de continuer à rester coi et d'attendre le bon vouloir de ses gouvernants !



Un complot à dénoncer... les entretiens de Londres.

La guerre Sino-japonaise et le prolétariat international

par E. K. Nobushima

Notre camarade Nobushima, nous adresse de Tokio, l'intéressante analyse suivante de la guerre sino-japonaise.

Quand la guerre éclata en Chine en juillet dernier, le Gouvernement japonais s'empressa d'expliquer au monde que le but des mesures militaires entreprises par lui était strictement limité à nettoyer la Chine des influences rouges, qui étaient tenues par le Japon comme directement responsables pour provoquer le sentiment anti-japonais parmi le peuple chinois.

Le sophisme de cette déclaration était apparent à quiconque connaissait le développement récent des relations sino-japonaises.

La raison pour laquelle une telle action fut faite par le Japon devait être cherchée dans son désir de calmer l'inquiétude de l'Angleterre au sujet de ses intérêts en Chine, qui devaient nécessairement être mis en jeu, dans la guerre, et de neutraliser l'opinion anglaise, en faveur du Japon. Le Japon calcula pour mettre la Grande-Bretagne au rang de spectateur en face du conflit et de réduire au minimum les frictions avec elle, ayant directement recours à un fort courant dans le milieu conservateur anglais, qui avait montré la volonté de rester en bons termes avec le Japon s'il provoquait l'U.R.S.S. dans l'Est.

Sans aucun doute, la Grande-Bretagne est la Puissance qui a les plus gros intérêts et concessions en Chine. Les influences traditionnelles de la Grande-Bretagne se sont d'ailleurs fait sentir dernièrement dans la récente augmentation de la vie, due à son entente avec le Kuomintang qui représente les forces montantes de la bourgeoisie de cet énorme pays. La Chine subit maintenant un progrès rapide de l'unification nationale dans la main des nationalistes et les autorités du Kuomintang ont considérablement été consolidées par l'adoption d'une réforme du système monétaire qui, entrant dans le bloc de la Livre sterling avec l'étalon or, unifia la valeur des billets et la mit dans la main du gouvernement central, sapant finalement les bases du régime féodal, faisant dépendre de Nankin tout le territoire, au point de vue financier, et détruisant ainsi la demi-indépendance des gouvernements de province. Mais, à ce sujet, on doit tenir compte que, étant donné le développement du capitalisme en Chine et en face de la mauvaise volonté du Japon qui préfère la Chine divisée qu'unifiée, le succès de cette hardie entreprise n'a été rendu possible que par le crédit et l'assistance de l'Angleterre. En conséquence, derrière l'autorité augmentante du gouvernement de Nankin, on voit toujours la main de l'Angleterre le poussant pour assurer l'expansion de ses propres intérêts.

Le Japon ne pouvait pas, par conséquent, faire commerce avec la Chine sans voir aussitôt une répercussion sur les intérêts anglais.

Les influences de l'U.R.S.S. et du Kuomintang en Chine ont le plus possible désagrégé l'entreprise d'unification nationale du Kuomintang. Par exemple, la Mongolie devint une République soviétique, longtemps avant l'indépendance du Manchoukouo et Sinkiang est véritablement un protectorat de l'U. R. S. S. La suzeraineté de la Chine sur lui n'étant plus que nominale. L'armée rouge dans les districts soviétiques de la Chine a toujours été la bête noire de Chang-Kai-Shek. Il est vrai que les communistes chinois ont joué un certain rôle dans le développement de l'esprit anti-japonais dans la conscience des masses.

(Voir la suite en page 2).

A PROPOS DU PACIFISME "ABSOLU" (I)

POUR EN FINIR

Je reprends la série d'articles que je consacre au pacifisme « absolu » et j'espère bien que celui-ci sera le dernier de cette étude.

Etude qui ne laisse pas indifférents les milieux pacifistes, puisqu'elle me vaut une correspondance exceptionnellement abondante et provoque dans divers journaux, notamment dans la *Patrie Humaine*, et le *Barrage* une campagne « d'antiviolence » marquée et remarquable.

Donc, je poursuis ma démonstration. Et j'enchaîne.

J'ai annoncé deux objections. J'ai rétorqué la première.

Voici la seconde : *S'interdire tout recours à la violence ne signifie nullement s'incliner, se soumettre, se résigner, obéir. De nos jours, il est possible de résister et de vaincre sans prendre les armes, sans employer la force matérielle. Les moyens de gagner la partie ne manquent pas.*

Cette objection est déjà fort ancienne. Elle a été superbement formulée il y a près de quatre siècles par Etienne de La Boétie dans son fameux discours sur la servitude volontaire. J'y relève ceci :

« Le pouvoir de la classe dominante n'existe qu'aussi longtemps que ceux qui lui sont assujettis, le reconnaissent en principe et en pratique, c'est-à-dire aussi longtemps que les peuples dominés consentent à respecter les hommes qui les tiennent en respect. L'autorité officielle, la puissance légale sur autrui, a plutôt un caractère moral que physique. Elle repose moins sur la violence que sur le respect, c'est-à-dire la croyance dans le droit d'autorité des dominateurs au pouvoir. Du jour où les masses sauront s'affranchir de leur vénération pour ceux qui les soumettent, l'autorité des classes dominantes, cessant d'être reconnue, disparaîtra sur-le-champ, et s'évanouiront du même coup, leur pouvoir et leur puissance. Tout despotisme, tyrannie, dictature ou autorité publique n'existent que grâce à la soumission des masses. Dès que le peuple, devenu cons-

cient du fait que les pouvoirs publics sont essentiellement de nature parasite, retire aux autorités officielles les forces qu'il leur a accordées, la pyramide sociale s'écroule. »

Voilà qui est fort bien dit ; mais cela revient à exprimer cette évidence : « le jour où personne ne se croira dans la nécessité d'obéir, nul n'aura le pouvoir de commander, de contraindre. »

C'est évident. Mais encore faut-il que cesse d'abord la contrainte d'obéir, pour que disparaisse ensuite le pouvoir de commander.

Et c'est là tout le problème.

Tout le monde connaît l'histoire de cet enfant qui exprime le désir d'attraper un oiseau et à qui, pour plaire, son papa répond que c'est la chose la plus facile : « Tu n'as, dit-il à l'enfant, qu'à lui mettre un grain de sel sous la queue ! » « Hé ! oui ; mais encore faut-il mettre le grain de sel sous la queue de l'oiseau !... »

Je me rappelle ce que disait un jour un antimilitariste à tous crins. Il disait : « Vous voulez supprimer l'armée ? C'est facile. Pourquoi y a-t-il une armée ? Parce qu'il y a des soldats. Que personne ne consente à être soldat, et il n'y aura plus d'armée ! »

C'est certain, c'est évident et c'est simple. Trop simple.

Mais tout cela n'est que plaisanterie.

(I) Voir le Libertaire, n° 563, 566, 567, 570, 571, 572 et 575.

Il est vrai que depuis La Boétie, la Terre a tourné. Plus pratique, notre époque s'est mise en quête de moyens plus modernes grâce auxquels certains espèrent résister et vaincre, sans recourir à l'action violente.

J'avoue humblement que — faute sans doute d'une suffisante sagacité — je n'aperçois pas la capacité souveraine d'un seul de ces moyens : volonté de paix appuyée sur le refus de l'impôt, le refus du service militaire, la grève générale, etc.

Ces divers moyens — et tous autres — empruntent toute leur valeur efficace aux menaces d'émeutes, de bagarres, de désordres dans la rue, de soulèvement populaire, d'insurrection, de révolution armée, bref : d'action violente que déterminent progressivement le mécontentement des masses, leur irritation grandissante, se transformant peu à peu en une colère vengeresse incompressible.

Quant il s'agit de revendications limitées qui ne touchent pas aux assises fondamentales du régime, ces menaces suffisent à inspirer aux possédants et aux gouvernants cette crainte qui est, dit-on, le com-

mencement de la sagesse. Et les détenteurs du pouvoir et du capital capitulent.

Mais cette frousse salutaire ne gagnera pas les sphères dominantes, lorsque les parvenus les plus déterminés des moyens ci-dessus indiqués se déclareront et s'opposeront à toute violence, résolu à combattre celle-ci (même chez les pacifistes les plus fervents) et quand ils se proclameront absolument décidés à ne résister et à ne vaincre que par la seule force de leur volonté.

On peut être certain que dans ce cas, les maîtres résisteront (et par quels moyens !) et ce sont les peuples qui, une fois de plus, capituleront.

Certes, la grève générale est entre les mains des ouvriers et paysans une arme puissante. Je me risque même à dire qu'elle peut être toute puissante. Mais j'ajoute qu'elle ne peut atteindre à cette omnipotence qu'à la condition : 1° d'être effectivement générale ; 2° de ne pas être simplement l'abandon concerté de tout travail ; et la grève générale des bras croisés ; 3° de devenir promptement — ou promptement, sans quoi elle sera perdue — insurrectionnelle et expropriatrice, c'est-à-dire violente et révolutionnaire.

Et maintenant, je conclus. Le pacifisme absolu comprend plusieurs groupes.

Le premier groupe se compose : des d'action-tolstoïennes et gandhistes ; des adeptes de quelques sectes chrétiennes (catholiques ou protestantes) ; des quakers.

Tous ces pacifistes sont, par leur mystique religieuse, les adversaires absolus de la violence. Ils s'interdisent d'y recourir eux-mêmes et désapprouvent hautement ceux qui, en quelque circonstance que ce soit, en préconisent l'emploi, a fortiori, ceux qui en font usage.

Venus et acquis au pacifisme absolu sous la poussée des forces spirituelles, morales et sentimentales, les habitants, ils accordent leur confiance pleine et entière aux valeurs spirituelles, morales et sentimentales.

(Voir la suite en page 4).

A RECULONS...

L'UNITÉ EST EN MARCHÉ ?

Depuis quelques mois les pourparlers entre le parti socialiste et le parti communiste, sur la réalisation de l'unité, prenaient un ton aigre-doux. L'expérience de la colonisation de la C.G.T. semblait inspirer de la méfiance au parti socialiste, qui craignait d'être rapidement absorbé par son trop entreprenant parti frère. Les discussions se prolongeaient. Les vieux regards de la S.F.I.O. avaient cru tout d'abord se protéger en posant certaines conditions : presque inacceptables aux dirigeants bolcheviques. Respect de la démocratie du parti, indépendance vis-à-vis de tout gouvernement. Mais ces conditions ne pouvaient, à aucun moment, faire reculer les valets de Staline, qui, ayant des ordres précis à ce sujet, étaient décidés à les accepter toutes, d'autant plus facilement qu'ils étaient bien décidés à n'en respecter aucune.

Sentant le danger, les socialistes tentaient d'éloigner le plus possible l'échéance fatale de l'unité organique, cherchant, vis-

blement, une occasion qui leur permettrait de rompre, sans porter la responsabilité de la rupture devant les masses ouvrières. Jeu de cache-cache qui menaçait de durer longtemps.

Une récente déclaration de Dimitroff vient de fournir le prétexte attendu. Avec son « habileté » coutumière, le secrétaire de l'Internationale Communiste renouvelle le fameux coup de pistolet Zinoviev. Dans un style qui rappelle la période de l'ultra-gauchisme, il se livre à une charge à fond contre les chefs de la II^e Internationale. Il conditionne, en fait, l'unité des deux partis à une approbation entière de tous les faits et gestes du gouvernement russe. En un mot, « Staline a raison », et tous ceux qui n'acceptent pas ce cliché sont des traîtres, des trotskystes-boukhariniens, agents de la Gestapo.

La C.A.P. du parti socialiste vient de rompre les pourparlers en cours. Elle explique sa décision dans un long communiqué à la presse. Disons tout de suite que cela

Le Mercredi 8 Décembre à 20h30
SALLE LANCERY (10 rue de Lancry) à Paris

DEUXIEME CONFERENCE publique et contradictoire de

SÉBASTIEN FAURE

Sommes - nous à la veille d'une Révolution Sociale ?

Les Privilegiés redoutent une telle Révolution ; les Dshérités la désirent. Tous s'accordent à la présager. Pour en assurer le succès et en recueillir les fruits, les Révolutionnaires doivent réaliser cette triple condition : 1° Savoir (éducation). — 2° Vouloir (organisation). — 3° Pouvoir (action).

Participation aux frais : 4 francs. (Chômeurs, 2 francs) au profit des 200 orphelins espagnols que les anarchistes de France ont adoptés et pris entièrement à leur charge.

Les pages de la S.I.A.

En français la 4^e page

En espagnol la 5^e page

le seul point où elle est sûre d'avoir l'unité du parti derrière elle. Les sections socialistes n'ayant jusqu'alors supporté de collaborer dans les Comités de coordination, que sur la pression des dirigeants. Mais voilà, il y a le gouvernement de Front Populaire. Ce dernier ne peut continuer de vivre que grâce aux 72 voix du parti communiste. Il ne faut donc pas rompre trop brutalement.

La polémique autour de la décision de la C.A.P. se continue dans l'Humanité et dans le Populaire. Sur un ton pour le moins inamical, les partis frères se bombardent à coup de textes, se reprochant leurs fautes passées et, comme elles sont nombreuses, cela n'est pas près de prendre fin. La division du prolétariat se continuera.

Pourtant soyons francs : nous ne pouvons que nous réjouir de la décision du parti socialiste. Ce dernier représente le plus important courant d'esprit démocratique dans la classe ouvrière. S'il venait à disparaître au profit des communistes, ce serait un coup mortel pour l'avenir du prolétariat.

Triste situation d'un état de choses qui est dû au fait que l'avenir des travailleurs ne dépend pas d'eux, mais des partis politiques. Rendre au prolétariat conscience de lui-même, c'est le seul moyen de le mettre à l'abri des entreprises des charlatans de la politique. Et ceci est la tâche immédiate que se propose l'Union Anarchiste.

R. FREMONT.

L'économie capitaliste porte en elle la guerre

(Suite de la 1^{re} page.)

Quelques indications touchant aux caractères de l'économie allemande, à ses besoins considérablement augmentés pour certaines matières, en raison de la préparation à la guerre, aux conditions de vie du peuple allemand, aggravées encore de ce fait, ne seront pas inutiles. Le Reich importait, entre autres (1935), du minerai de fer (123.372.000 reichsm.), du minerai brut (59.038.000 reichsm.), du coton brut (292 millions reichsm.), du fil de soie artificielle (36.357.000 reichsm.). Il exportait, en particulier : articles de fer, de cuivre, machines, véhicules, ouvrages électrotechniques, couleurs d'aniline, produits chimiques et pharmaceutiques, articles en coton, en laine, soie et articles de soie, lingerie, vêtements, ouvrages de papier, verre, articles de porcelaine.

La consommation exigée par les armements aviva grandement les difficultés économiques. A l'heure actuelle, la Schewerindustrie ne peut se procurer que très difficilement les matières recherchées. Depuis avril, l'emploi de l'acier dans les constructions civiles est presque complètement interdit ; il est réduit de moitié pour les fabrications de machines. Au début de septembre, fut prohibée l'exportation de la fonte et des demi-produits. L'Allemagne, pour obtenir du minerai de fer hors d'Europe, jusqu'au Brésil, malgré le coût du fret, il a été également signalé, ces derniers temps, que les paquebots Saint-Louis et New-York de la « Hapag » avaient chargé quinze mille tonnes de ferraille à New-York en s'abstenant du transport des passagers.

Si nous envisageons les conditions de vie imposées aux habitants, par suite des faits précédents, nous accorderons notre attention à l'insuffisance de céréales ; l'incorporation de 7 % de farine de maïs aux farines de blé est obligatoire.

L'étude économique de l'Italie, celle même du Japon montrent ces deux puissances menées jusqu'à des résultats assez peu différents de ceux observés en Allemagne. La cause démographique de guerre, due au resserrement, à la densité élevée des populations, joue, elle aussi, son rôle dangereux à l'intérieur des trois Etats examinés dans cet article. La recherche d'une solution aux problèmes économiques est rendue par elle bien ardue. Il y avait, en 1934, au Japon proprement dit, une augmentation de population atteignant 810.000 personnes (densité de population : 181 habitants par km²). En Allemagne, en 1935, l'augmentation approchait de 470.000 (densité : 140 habitants par km²). La même année, en Italie, l'augmentation était de 403.000 (densité : 134 habitants par km²).

Toutes ces conjonctures économiques et démographiques figurent, à des titres divers, parmi les causes véritables qui produisent le conflit de Mandchourie, la guerre d'Abyssinie, l'intervention italo-allemande en Espagne, la guerre sino-japonaise. A ces conjonctures doivent évidemment être ajoutées des visées stratégiques en vue d'un conflit général, déterminé par les mêmes raisons que les chocs actuels. Rappelons à ce propos la lutte sourde opposant l'Angleterre et l'Allemagne au cours des événements d'Espagne, lutte née surtout de la question des mines. La Grande-Bretagne tire, en particulier, plus d'un tiers de sa production de fonte de minerais étrangers. Les minerais qu'elle extrait de son sol sont de faible teneur et obligent donc à de grosses dépenses industrielles. D'autre part, les minerais australiens et hindous nécessitent de grands frais de transport. Ces choses expliquent assez bien l'intérêt de l'Angleterre pour les mines de Bilbao !

Les causes profondes de guerre, issues du système capitaliste, peuvent être éliminées seulement par une révolution prolétarienne internationale. L'établissement général d'un régime communiste libérera supprimerait alors les questions redoutables. Des bureaux de statistique internationale feraient connaître les possibilités d'exportation annoncées, de chaque nation, par les fédérations syndicales et les demandes des unions de communes des différentes contrées. La répartition mondiale des marchandises ne serait plus qu'une question d'organisation. Quant au développement irrational des populations, il serait évité, un régime libéral n'ayant aucun intérêt à un foisonnement des hommes.

Des mesures prises par les Etats capitalistes, pour garantir à chacun d'entre eux les matières premières les plus importantes, apparaissent improbables, et n'apporteraient point la solution du problème. Ce n'est pas le fascisme seul, c'est le capitalisme tout entier qui porte en lui la guerre !

G. ROLLET.

En pleine aristocratie

Des forfaits du premier empire aux tripotages de croix de feu, des trente deniers de Wellington au surarmement des « Cagoulards », la noble lignée des Pozzo di Borgo se perpétue dans la félonie, le mouchardage et la trahison.

Jadis, l'ancêtre sacrifia les intérêts de « son pays » à son ambition personnelle et dans sa rage de voir triompher son rival, vendit aux Anglais Napoléon et la « patrie » par-dessus le marché.

Mais son peu d'éclat sur le chapitre de l'honorabilité n'empêche pas la famille Pozzo di Borgo de briller par sa fortune. Cette richesse s'étale d'ailleurs fort complaisamment, afin que nul n'en ignore, la modestie et le bon goût n'ayant jamais été qualités dominantes dans la dynastie. Si parfois certains membres de la branche, momentanément gênés durent avoir recours à des expédients, si à chaque succession le prélevement de l'Etat écorne sensiblement le capital transmis, il n'en reste pas moins que la fortune est considérable comme en attestent la demeure familiale et le fameux château de la Punta, près d'Ajaccio, héritage du richissime duc Charles.

D'ailleurs, conformément aux préceptes du pur patriotisme, les mariages, dont le but principal est de redorer le blason, se concluent presque toujours avec des étrangères. On s'allie avec des américaines, des belges, etc... Parmi les moins dangereux des Pozzo, l'un, sympathique crétin, épousa une dame d'honneur de la reine d'Italie, la comtesse de Belmonte. Il y gagna une superbe villa à Viaraggio, près de Pise. Peut-être aussi quelques sympathies pour le fascisme, qui s'étendirent à la famille.

Tout ce joli monde cohabite, à Paris, dans le fameux hôtel du 51, rue de l'Université, lequel reçut dernièrement la visite des émissaires de la Tour pointue. Demeure seigneuriale s'il en fut ! Vaste cour pavée, imposant porron donnant accès aux larges galeries, décorées de tableaux du premier Empire et où trônent sur leurs socles les bustes des maréchaux de Napoléon. Ainsi, les mêmes sont à l'honneur, dont jadis l'aïeul, aux côtés de Wellington à qui il les avait livrés, surveillait la défaite. De ce fait, rien ne prouve qu'au siècle prochain, par exemple, le portrait du comte de la Rocque ne sera pas appendu en bonne place dans la galerie où déjà s'affiche toute la lignée des ducs Pozzo.

En attendant, on continue d'assommer ferme, devant les juges compétents, le colonel aux talons de castagnettes. Afin de terminer l'exécution de Casimir, on a extrait de la Santé le général Dussaigne et Pozzo di Borgo. De crainte qu'on ait quelque inquiétude sur les conditions de transfert, les journaux nous rassurent tout de suite : « M. Pozzo di Borgo n'a point été amené à l'audience dans une voiture cellulaire, mais dans la limousine bleue de la Préfecture où M. Badin, un inspecteur lui tenait compagnie. » Pour avoir fomenté un complot gigantesque, armé des bras mercenaires contre ses compatriotes, le duc Pozzo di Borgo n'est pas justiciable du panier à salade.

de. Celui-ci reste le privilège de Léger et quelques autres, coupables d'avoir stocké deux ou trois mauvais fusils destinés à leurs frères d'Espagne.

« Selon que vous serez puissants ou misérables... »

Entrée triomphale et souriante au tribunal, poignée de mains aux amis, sourires aux dames, baiser à l'épouse, tout cela est de fort bonne grâce concédé au grand malfaiteur, organisateur de guerre civile, accusé de complot contre la sûreté de l'Etat. Le loqueteux qui hier, devant la même Chambre répondait d'un maigre larcin s'attirait, s'il tournait la tête, une réprimande sévère du président.

Cependant, l'audience continue. M. Tardieu, assez éprouvé par les estocades de la dernière séance a préféré s'abstenir et charger le service des postes de transmettre son rapport d'indicateur zélé.

Il contient d'ailleurs, des choses intéressantes, ce rapport. On y apprend que M. de Kérillis fut en d'autres temps, assez obséquieux à l'égard du ministre des fonds secrets. Quand on sait à quel prix ces Messieurs livrent leur politesse, on attend l'énoncé du chiffre. Il ne sera pas communiqué cette fois-ci. En bon comédien, M. Tardieu ménage ses effets et le garde pour la bonne bouche. Tout au plus s'il jette en pâture à la curiosité publique ce grand gueulard d'Ybarnégaray. « Il a reçu de moi trente mille francs pour régler ses frais électoraux », dit le requin !

Enfin, sur ce général étalage de pourriture, après que tous ces « patriotes » se sont mutuellement assés des vérités sur le crâne, le colonel-comte est de plus en plus effondré et le duc Pozzo, que deux jours à la Santé avec des égards ont rudement éprouvé, sanglote sur son banc.

« Je me suis laissé aller », gémit-il ; l'oreille de l'avocat compatissant.

Et soudain redressé, il rugit à l'adresse de La Rocque :

« A mes enfants je léguerais un nom sans tâche. Je plains les vôtres d'avoir à porter sur leurs frères épaules celui de La Rocque. » Ce qui est encore, au moins à moitié, un mensonge. Car si aussi loin qu'on en remonte la généalogie, les La Rocque furent d'assez tristes et d'assez faibles personnages, depuis l'émigré de Coblenz jusqu'au méchant petit macaque des fonds secrets, ce n'est certes point à la famille Pozzo di Borgo, illustre par ses trahisons et sa propension congénitale à la délation rétribuée de les attribuer sur ce qui touche à l'honneur et à la loyauté.

En réalité, tout ce ramassis de crapules était fait pour bien s'entendre ou pour bien se détester. Après avoir un temps réalisé le premier point, il nous donne toute satisfaction sur le second.

Et ceci prouve une fois de plus, que la droiture et la noblesse sont des vertus qu'on trouve assez fréquemment pour n'en point douter dans le peuple, mais qui font totalement défaut à ceux qui précisément affectent, à grand renfort de particules, d'en faire profession.

MAURICE DOUTREAU.

La guerre sino-japonaise et le prolétariat international

(Suite de la 1^{re} page.)

On ne doit pas oublier que la confiance de la Chine à égaler le Japon fut affirmée plus par la réalisation de l'unité nationale et la modernisation de son armée, que par la propagande anti-impérialiste conduite par les communistes.

La valeur de l'armée modernisée n'était prouvée que par la victoire de Chang-Kai-Shek sur l'armée rouge. Et l'achèvement de cette modernisation de l'armée fut guidée par les conseillers militaires allemands et italiens à Nankin. Il est clair que la part du Comintern dans le réveil national de la Chine n'est pas si grande qu'on le dit.

La Chine capitaliste moderne est appelée à une place significative dans l'arène internationale, due à la combinaison établie entre le Kuomintang et l'Empire britannique. Sa position la destine à être un poste avancé de l'Angleterre dans l'Extrême-Orient contre l'extension du Japon. Ceci ne peut-être négligé pour comprendre le véritable caractère de la présente guerre sino-japonaise. Actuellement, pourtant, le Japon a d'amples raisons d'éviter, le plus possible, un choc de front avec l'Angleterre en Chine, à cause de la possibilité d'un rapprochement de cette dernière avec les Etats-Unis sur le Pacifique contre son expansion et à cause de son inquiétude pour l'augmentation des forces militaires de l'U. R. S. S. sur le continent. Ainsi une issue au compromis fut vivement désirée et, sur l'initiative du Japon, une négociation fut ouverte à Londres pour décider des sphères respectives d'influences du Japon et de l'Angleterre en Chine, à l'occasion du dernier couronnement de l'Empereur britannique.

On doit remarquer que la guerre éclata justement au cours de cette conversation de Londres. La cause immédiate devait, par conséquent, en être attribuée en partie à l'attitude de la Chine qui regarda cette conversation avec une grande suspicion des son départ et désira à tout prix son échec. Quant à l'U.R.S.S., il est naturel qu'elle employât tous les moyens possibles pour conduire la conversation à un échec, car son succès en aurait été sans doute assuré aux dépens de sa position dans l'Extrême-Orient ; en conséquence, elle mobilisa tous ses agents et organes, elle aussi bien qu'à l'étranger pour discréditer la conférence et lui créer une atmosphère hostile dans tout le monde. En tout cas, la négociation de Londres ne fut pas arrêtée aussitôt que le canon commença à tonner autour de Pékin. Il était vraiment sans objet pour l'Angleterre de continuer les négociations en face des actions militaires du Japon en Chine, qui mettaient en jeu tous les intérêts britanniques. La déclaration notoire du Japon d'une guerre sainte contre la menace rouge en Chine serait à considérer de nouveau à la lumière de cette délicate situation internationale en y ajoutant son alliance avec l'Allemagne contre le communisme. Quoi que puisse dire le Japon au sujet de la nature de la présente guerre, il est indiscutable que l'Empire britannique recevra un coup mor-

tel sur ses influences. L'amarre de la vie de l'Empire Britannique dans l'Extrême-Orient est à Nankin.

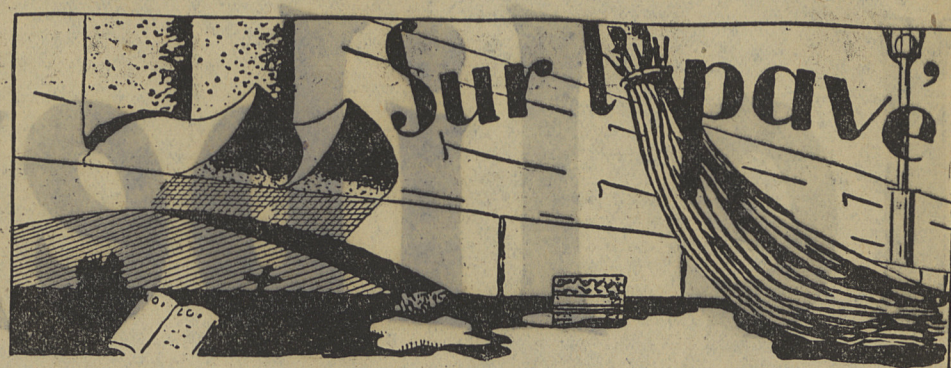
Naturellement, la part de l'excitation nationale de la Chine y est grande, mais son importance n'est à la longue que celle d'un instrument. Il semble que cette caractéristique du présent conflit est la mieux comprise par l'U.R.S.S. qui, tandis qu'elle offre un traité contre la guerre à Nankin et assume une attitude comme étant prête à donner un plein soutien à la Chine, explique au Japon, par son ambassadeur Slavatsky à Tokio, que le gouvernement soviétique n'a pas l'intention de faire une intervention en Chine au détriment du Japon.

Il n'existe pas actuellement au Japon de mouvement communiste en tant que parti ; ceci est dû aux mesures répressives qui durent depuis plusieurs années. Mais c'est une faute de conclure de l'absence de parti officiel que le Komintern n'a pas d'influence au Japon. De par la tradition de la Révolution d'Octobre, ses influences sont profondément enracinées dans la conscience idéologique du prolétariat japonais. Les œuvres les plus lues de la littérature socialiste sont toujours celles qui sont écrites par des auteurs russes et traduites du russe.

Staline est presque un demi-dieu aux yeux des leaders du prolétariat et des socialistes. Une fois, au Parlement, les députés du prolétariat n'hésiteront pas à s'écrier que l'Union soviétique était leur pays natal. En dépit de cette atmosphère en faveur de l'U. R. S. S., à l'occasion du présent conflit, les masses du parti socialiste, le troisième parti au Parlement ayant 37 sièges, fut le second à approuver les mesures militaires prises par le Japon en Chine, sans condition. Cet exemple fut aussi suivi par le Parti prolétarien, qui est commandé par des communistes influents, tels K. Arahata et M. Suzuki, et son unique membre au Parlement K. Kato, vota pour les crédits de guerre. Le nombre n'est pas petit de ces communistes qui demandèrent eux-mêmes à être engagés dans l'armée et envoyés au front. Un exemple frappant en est donné par le Professeur Sano et Nabejima, le Président et le Vice-Président du Comité exécutif du parti communiste dissous, qui, des cellules où ils achevaient leur peine, demandèrent au Gouvernement de les libérer pour être enrôlés dans l'armée du front. Il est trop naturel que, avec une telle direction, ne fut jamais entreprise par le prolétariat japonais ni action, ni effort pour empêcher la guerre avant et après qu'elle eut éclaté.

Plus le conflit va de l'avant, et plus il révèle son véritable caractère de guerre née de l'antagonisme et de la rivalité du Japon et de l'Empire Britannique en Chine. L'énorme sacrifice et le lourd fardeau supportés par les masses chinoises n'est, après tout, que l'obligation imposée à elle par l'Empire britannique.

Il est, par conséquent, urgent que cette guerre soit arrêtée et terminée avec le minimum de sacrifice des masses chinoises, aussi bien que des masses japonaises. Tokio, le 1^{er} novembre 1937.



PROPOS D'UN PARIA

UNIR ! UNIR !

De quoi se marrer...

Il y aurait de quoi se marrer à la lecture du compte rendu du dernier congrès que le P.S.F. vient de tenir à Lyon.

Il s'y tint, en effet, des propos susceptibles de déchaîner l'hilarité chez tout homme de bon sens mais qui, après, laissent révéler en face de cette sorte de folie collective dont semblent possédés chefs et partisans.

On entendit, entre autres choses, un congressiste, comparer La Rocque à Jeanne d'Arc. Et le colonel de répondre : « Jeanne d'Arc, oui, en effet, mais moi c'est autre chose !... »

Cela nous rappelle cet autre mégalomane de feu Coty qui affirmait gravement qu'en somme il n'y avait eu, depuis le début de l'humanité que trois génies : Jésus-Christ, Napoléon et lui-même. Et encore faisait-il des réserves en ce qui concerne Napoléon !

Il convient de faire cette différence en faveur de Coty, c'est que lui « les lâchait », tandis que La Rocque les touche.

Mais le bouquet, à ce congrès fut la déclaration d'un certain André qui présidait la séance, lors de la troisième journée et qui ne craint pas de déclarer « dans un grand mouvement oratoire » : — A genoux, chapeau bas devant La Rocque, parce que La Rocque c'est le drapeau de la France.

Après cela on peut tirer l'échelle et approuver des deux mains M. Jean Zay lorsqu'il traitait la laque nationale de vulgaire torchon-cul.

La Rocque-drapeau n'est même pas idoine à remplir cette utilitaire besogne. Ce qu'il y a de triste dans cette histoire c'est que, malgré toutes ces pantalonnades, des centaines de milliers d'imbéciles gueulent : La Rocque, à genoux, à genoux et tréignent d'aise au panégyrique de l'agent secret que le malin Ybarnégay — qui guette la place — fait à toute occasion.

Le duc « malfaiteur » Pozzo di Borgo a raconté qu'à la sortie d'une réunion Croix de Feu, alors qu'il prenait congé de La Rocque pour « vider un pot » en compagnie de quelques amis, le colonel lui aurait demandé quel plaisir il pouvait trouver en compagnie de ces «... ».

Pour une fois le colonel avait raison, il faut être «... » jusqu'à la mort pour suivre un homme quel qu'il soit.

Dans le cas qui nous occupe, cela s'appelle de la démenche bien caractérisée.

En résumé, qu'est-ce que le P.S.F. ? Un cinglé, entouré de quelques rouslards et suivis d'une bande d'abrutis.

Et cela pourrait s'appliquer, avec quelques variantes à plusieurs autres partis.

Larue-Michel.

P. S. — Notre camarade Pierre Mualdès à la suite de questions qui lui furent posées, me prie de signaler qu'il n'est pour rien dans la publication dans le Combat Syndicaliste d'un article non signé, intitulé Propos d'un Paria.

Il n'y a du reste pas de confusion possible pour ceux qui, depuis quelque vingt années ont suivi, dans le Libéraire quotidien et hebdomadaire et sous la rubrique qu'il a créée : Propos d'un Paria, les articles signés Pierre Mualdès.

L.-M.

UN NOUVEL ASPECT DE L'ESCLAVAGISME

En Afrique du Sud le problème de l'extraction de l'or se pose d'une façon intense. Les nègres qui jadis étaient employés à cette tâche s'y refusent désormais. Il faut dire qu'ils étaient soumis à des conditions spéciales. Pour que les travailleurs ne puissent pas dérober quelque-unes des pépites qu'ils extraient, on les enferme dans des camps de concentration pendant le temps de leur contrat. Aussi les Cafres, épris de liberté préfèrent-ils un travail moins rémunéré, mais plus indépendant. De sorte que Johannesburg recherche de nouveaux « réservoirs de nègres ». Et le gouvernement anglais n'hésite pas à transplanter les naturels de l'Afrique tropicale au Transvaal, pour travailler dans des mines à 2.000 mètres de profondeur dans un pays dont le climat leur est préjudiciable.

Le complot est en permanence Et l'on ne pourrait tout citer... Exploiteurs, rois de la Phynance, Ecrivains surexcités, Politiciens, ligueurs braves, Cursés invétérés ou soudards, Espions, mouchards, a guenles-de-niches... On les connaît les « cagoulards » !

Maurice BOYER.

Notre prochaine tournée de conférences

Notre camarade Dautreuve partira le 10 décembre pour une tournée de propagande, par Dijon, Lyon, St-Etienne, Marseille.

Il traitera le sujet suivant :

« POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES »

Que les camarades qui voient la possibilité d'organiser une conférence dans leur localité nous écrivent d'urgence.

Je m'abonne au "Libéraire"

Pour six mois, un an (1), dont je vous

envoie le montant, soit francs,

à partir du

Signature :

FRANCE

52 Nos .. 22 fr.

26 Nos .. 11 fr.

Chèque postal : Schœck André, Paris 487-78

9, rue de Bondy

Téléphone : BOTZaris 68-27

ETRANGER

52 Nos .. 30 fr.

26 Nos .. 15 fr.

NOM (2)

ADRESSE

VILLE

DEPARTEMENT

(1) Biffer la mention inutile.
(2) Ecrire lisiblement.

M. Azaña a parlé

Le 13 novembre, M. Azaña a prononcé un discours. Ne croyez pas que ce fut, pour l'Espagne, un événement. Seul un tel père peut donner de l'importance à un tel enfant. Les affaires publiques n'ont pas reçu une seule orientation, ni les partis la moindre suggestion. Il ne faut pas en demander tant à M. Azaña qui, s'il parle très peu, le fait pour ne rien dire.

Il se complait du reste dans une attitude de sphinx, qu'il affecte très souvent même dans les assemblées. Les sphinx sont en pierre, et leur mystère n'est pas leur œuvre. Le mystère de M. Azaña est une pose. Il est des gens qui comprennent que leur silence les sert mieux que leurs paroles. Lui croit que le sien est d'or.

La personnalité de ce Monsieur est un bluff. C'était, pendant la monarchie, un rond-de-cuir. Il avait vécu au milieu des dossiers, guidé par un fatras de règlements, limité, borné dans l'administration, n'ayant d'autre horizon, que celui de son département, ne voyant tout qu'à travers l'Etat dont il était un vulgaire engrenage.

Et l'on retrouve, dans ses actes, dans ses discours, le stigmate de cette formation. Son esprit est resté aussi étroit que celui d'un employé de ministère. Son style sent la paperasse administrative. Sa foi est le respect du règlement, son idéal la grandeur de l'Etat.

Sec de cœur autant que d'imagination, dénué de sens constructeur, il put se hisser sur l'échelle de la République par manque de républicains. Il fit face aux droites parce que la meute hurlante des « jabbies » l'appuyait. S'il n'avait eu que sa rhétorique lourde et monotone pour triompher, il aurait continué à être le médiocre petit écrivain sans éclat qu'il avait été auparavant, et il serait mort, sans que la postérité n'ait donné son nom à une seule rue espagnole.

Au royaume des aveugles, le borgne fut roi. Le républicanisme avait eu, en Joaquín Costa, un sociologue et un juriconsulte illustre, en Pi y Margall un grand penseur, un grand érudit, un philosophe admirable, en Nicolas Salmerón, un brillant théoricien. M. Azaña n'est ni sociologue, ni juriconsulte, ni penseur, ni philosophe, ni érudit, ni théoricien. Il n'est pas tribun populaire, il n'est pas économiste, il n'est pas homme d'Etat, il n'est pas technicien. Il n'est rien. Il sied à l'Espagne autant que la République.

Et pendant les deux premières années, il imprima son style à cette dernière. Il fut l'Etat, mais l'Etat sans grandeur, administratif, chiche, impérieux dans sa médiocrité. Sa République fut une république de fonctionnaires. Presque tous ses personnages vivaient de l'administration. Ce fut la curée des professionnels affamés. Les cumuls y étaient innombrables. C'est alors que le peuple trouva, pour désigner ce fait général, un mot expressif : **enchufismo**.

Tout devait se faire dans le cadre de la loi. Sa loi devait tout prévoir. Mais comme elle laissait de côté le grand problème social, le peuple perdait patience. La République qui ne donnait pas de pain ne l'intéressait pas. Il se mit à agir par lui-même. Les grèves se multiplièrent. Les paysans misérables — ils étaient des millions — prenaient les terres incultes et les cultivaient.

La République et M. Azaña ne pouvaient pas tolérer ces infractions. La garde civile entra en jeu. Elle tua environ cent cinquante hommes du peuple, des villes et de la campagne. M. Azaña ne tressaillait pas. Il jouait toujours le sphinx. Il était toujours en pierre. Et il aurait continué à faire tuer, à emprisonner par milliers les militants ouvriers, à les déporter en Afrique si le massacre de paysans de Casas-Viejas n'avait pas déterminé sa chute.

Il avait, il faut le dire, entrepris certaines choses. Lui et les socialistes accouchèrent de la réforme agraire. Il s'agissait de donner aux paysans, sous forme de lotissements, une partie des grandes propriétés. M. Azaña et ses amis administraient la France. Ils avaient vu que ce pays se base sur une armée de petits propriétaires qui constituent un frein contre la révolution. L'idée du plagiat leur vint. Avec un peu d'intelligence ils auraient compris que les conditions historiques dans lesquelles la structure sociale française s'était formée, étaient complètement distinctes, voire opposées, à celles que nous traversons. Ils auraient observé que les caractéristiques géographiques, climatologiques, géologiques, et l'état actuel de la technique et de l'économie mondiale ne permettraient pas de répéter, en 1932, ce qui avait été fait en 1792. Mais si M. Azaña n'était ni un tribun, ni un économiste, ni un théoricien, ni un juriconsulte, ni un érudit, ni un penseur, ni un philosophe, il n'était pas non plus observateur.

Si, à défaut d'intelligence, il avait eu un peu de cœur, il aurait cherché à comprendre les causes profondes de cette agitation des masses, des masses qui avaient amené la République, et il aurait perçu le problème social dans toute sa vigueur. Mais les dossiers de l'administration ferment l'horizon et la vision des hommes. M. Azaña passa des murs des bureaux à ceux du Parlement. Il ne voyait pas, ne soupçonnait pas, l'intuition, cette intelligence du subconscient, n'est pas le fait des sphinx. Aussi, ces prises de possession de la terre par les paysans qui avaient séculairement fait, ces impatiences du prolétariat victime de la crise lui semblaient-elles avant tout d'intolérables violations des règlements.

El, pion de la République, il s'occupa de les faire respecter. La police fut renforcée, la garde d'assaut créée, la garde civile, le plus solide soutien de la monarchie, augmentée. Avec les morts, nous avions six mille emprisonnés quand son gouvernement tomba. Certains de nos journaux, dont *C. N. T.*, cumulaient quatre-vingt-dix procès. Le système des amendes et des séquestres les ruinait. Et par-dessus le marché. M. Azaña affirmait que nous étions vendus aux droites. Telle était sa mesure spirituelle.

1936. Les élections de février. M. Azaña est président de la République. A-t-il appris quelque chose ? C'est été bien mal le connaître que de le supposer. Rien dans ses discours de l'opposition n'avait révélé la moindre lueur, la moindre éclair, le plus minime élan.

Pendant que le fascisme préparait son coup, M. Azaña continuait à être un médiocre bureaucrate. Il prit quelques dispositions administratives. Bien peu. Il ne fallait pas aller trop vite. Aussi laissa-t-il tous les généraux conjurés à leur poste. Des mesures décisives hors du cadre légal auraient violé les normes légales. Bureaucrate scrupuleux, M. Azaña ne permit pas qu'on armât le peuple. S'il ne s'était pas armé de lui-même, le pion aurait depuis longtemps été fusillé par Franco, en protestant que ce n'était pas un ordre constitutionnel.

Et seize mois sont passés. Seize mois d'une guerre atroce dans laquelle le peuple espagnol est saigné à blanc et fait tous les frais de la lutte. Seize mois de sacrifices sans nom, de martyrs, de souffrances dont il est un des principaux responsables parce qu'en dénonçant publiquement le complot fasciste huit jours avant qu'il éclatât, il l'aurait fait avorter. On aurait pu lui demander des comptes. On ne le fit pas. Il resta à son poste. Mais même cet inénarrable calvaire de l'Espagne ne l'a pas modifié, ne lui a pas fait voir les problèmes qui sont posés, ne lui a pas fait comprendre les racines de la lutte, ne fait pas germer en son cœur un sentiment nouveau. Pendant seize mois, il a continué à être un bureaucrate médiocre et froid. Son grand désespoir était la destruction de l'Etat par l'attaque fasciste, et par la révolution. Son grand souci, la reconstruction de cet Etat, et sa grande joie est de le voir à nouveau ressuscité.

Monsieur Azaña a parlé. Dans ces heures tragiques, qui posent tous les problèmes, qui incitent à toutes les révisions du passé, à toutes les créations de l'avenir, la seule chose qu'il ait su affirmer c'est que l'Etat a été reconstitué, c'est que maintenant l'Etat va commander.

Devant le crâne d'un bouffon, Hamlet disait des choses éternelles. Devant un million de cadavres, M. Azaña ne sait que rossasser des vulgarités.

« Il y eut en Espagne un jour, un mois, je ne sais combien, (sic) pendant lesquels l'envahisseur se jetait sur nous, et où nous n'avions pas de troupes, où nous n'avions pas d'armes, où nous n'avions pas d'Etat, où nous n'avions pas de moyens de gouverner, où nous combattions d'une main et nous forjions les armes de l'autre (resic) il y a eu assez de têtes pour reconstruire l'Etat de bas en haut ».

Laissons là les images et le style. M. Azaña n'est pas non plus poète. Vous voyez tout son chagrin, tout son souci : il n'y avait pas d'Etat ! Abomination des abominations ! C'était plus terrible que tout le reste, la guerre y comprise. Mais cette période est heureusement passée. Il le dit et fait en même temps sa profession de foi d'homme d'ordre.

« On a refait un système entier de gouvernement de l'Espagne. Il y a aujourd'hui un Etat qui fonctionne normalement. Personne n'est plus sensible que moi au désordre, à l'indiscipline... J'ai vu croître comme une pyramide gigantesque la formation du nouvel Etat, et la reconstitution du gouvernement, la transformation de la discipline sociale ».

Croître « la formation » la « constitution », « la transformation » ? Passons. Observons surtout sa joie de voir maintenant l'Etat reconstruit. Et voyons quel est le programme d'action de cet Etat :

« Il y a de nouveau une République, une République avec ses trois couleurs, et pas une de plus. Tant que la République sera présidée par un républicain-démocrate, il n'y aura pas autre chose dans la République ».

Et c'est tout. C'est maigre, dans une époque comme celle-ci. Un chant aussi ternes qu'une circulaire bureaucratique à l'Etat, quelques flagorneries aux Madrilènes parce qu'il a parlé à Madrid, l'expression de son bonheur parce que l'armée, « défenseur de l'Etat » qui doit assurer le prestige de l'Espagne devant le monde, a été reconstituée d'après les règles et la loi.

Le reste, est-il capable de le voir, de le sentir ? Cet homme qui veut jouer un rôle dans l'histoire, et autour duquel se groupent bien des intérêts, veut simplement que l'Espagne revienne où elle était avant le 19 juillet 1936, avec sa forte police, et la domination de l'Etat sur la nation.

Demain, la guerre finira. Elle laissera derrière elle des centaines de milliers de morts et de blessés, des dévastations comme peu de guerres en auront causées, des souffrances morales et le souvenir de souffrances physiques difficiles à comparer. Les anciens combattants retourneront dans leur foyer, s'ils en ont encore un. Les ouvriers se remettront au travail, ou tenteront de le faire. Mais ils se heurteront à la crise épouvantable qui nous attend, à l'interruption du travail, aux déviations de la production. Les capitaux manqueront.

Que faire ? Mourir patiemment de faim pendant qu'Azaña et les siens chanteront la gloire de notre triomphe, les beautés de la République, le caractère de la loi ? Cela sera impossible. Alors les protestations se feront jour, les conflits surgiront, et Azaña proclamera à nouveau que les ouvriers révolutionnaires sont les alliés du fascisme. Il s'efforcera de « mettre de l'ordre » et de faire faire les protestataires. Et comme ceux-ci, leurs femmes, leurs enfants, leurs parents auront faim, ils ne se tairont pas. Ils commenceront à agir. Monsieur Azaña fera intervenir la garde nationale, qui n'est autre que l'ancienne garde civile à laquelle on a changé le nom et l'uniforme. Il fera, une fois de plus, tirer sur les travailleurs. Il les emprisonnera, les poursuivra, les tribunaux dicteront des condamnations.

Et la lutte sociale reprendra, plus forte, plus acharnée que jamais, entre le peuple et les privilégiés de la propriété et de l'Etat. Bien vite nous aurons une nouvelle dictature, sous forme d'Etat de siège prolongé, et peut-être le fascisme déclaré ressuscité-t-il.

Voilà où nous mènent les individus, bornés d'intelligence, d'esprit et de cœur qui reconstruisent la République d'hier. Oh ! je sais bien qu'il est très difficile de faire la Révolution sociale intégrale. Mais entre tout ou rien, il y a des possibilités immenses. L'Espagne peut puiser dans ses traditions substantielles des normes juridiques excellentes. L'esprit collectif profond de beaucoup de ses paysans, qui composent les trois quarts de la population, et les pra-

EST-CE POUR VENGER DATO ?

Pedro Mateu est en prison à Barcelone !

Il y a trois semaines, un article de la Soli de l'edérica Montseny dont toute la conclusion était censurée avait attiré notre attention sur Pedro Mateu et nous faisait soupçonner quelque chose sur son sort. Nous apprenions maintenant que Mateu est en prison menacé d'une peine très grave.

Ce nom de Pedro Mateu est familier aux vieux lecteurs du *Libertaire* qui se souviennent de la campagne que mena notre journal en 1921 en faveur de ce camarade et de Nicolau, l'un et l'autre menacés de la peine capitale.

C'était dans les pires moments du terrorisme d'Anido et d'Arlegui, l'Espagne, selon la parole d'O'Donnell, n'était qu'un vaste tribunal, traversé de bandes de prisonniers politiques menés, enchaînés les uns aux autres, d'un bout à l'autre du territoire. Les meilleurs militants de la C.N.T. étaient abattus un à un.

Evello Boal, secrétaire de la régionale de Catalogne, fut ainsi exécuté après une fausse mise en liberté et son corps fut retrouvé, criblé de balles, dans une rue proche de la Modelo.

C'est pour le venger lui et les centaines d'autres militants que trois anarchistes barcelonnais, Casanellas, Mateu et Nicolau, décidèrent d'accomplir un acte de justice en exécutant Dato alors président du Conseil des ministres.

Casanellas put s'enfuir. Nicolau et Mateu furent arrêtés, l'un à Berlin, l'autre à Madrid.

Une formidable protestation s'éleva en Espagne même contre l'exécution de Mateu, condamné à mort. Si bien que Primo de Rivera, le jour de son accession au pouvoir le gracia.

La République du 14 avril lui ouvrit les portes du bagne. Il reprit immédiatement le combat pour nos idées. Le 19 juillet, il était avec Durruiti, Ascaso, García Oliver, à la caserne Atazaras, à la place de Catalogne, à la Capitainerie.

Une nouvelle menace pèse maintenant sur Mateu. Une laconique nouvelle de presse nous signale qu'il va passer devant des juges de la république stalinienne-bourgeoise sous l'inculpation d'être « intervenu » (?) dans un dépôt d'armes découvert par la police, Calle de Caspe.

Le procureur réclame contre lui une peine de vingt ans de prison.

Nous n'avons pas d'autres informations pour l'instant. Mais elles suffisent pour situer l'état d'esprit des nouveaux dirigeants de la république. Ceux-ci veulent-ils venger Dato en réclamant contre un de ses justiciers une peine si monstrueuse ?

Il faut que votre protestation fasse libérer Mateu et avec lui tous les prisonniers poursuivis par la tyrannie des bourgeois et des staliniens.

L. A.

riques élargies du droit municipal ouvraient de vastes horizons à la vie sociale. Un républicain intelligent et sincère pourrait comprendre cela, comme l'avaient compris Pi y Margall et Joaquín Costa ; il pourrait comprendre que les usines abandonnées par les fascistes peuvent être exploitées sous un autre signe que celui de la propriété individuelle, que la municipalisation du logement, qui n'est plus un nouveau fait en Europe, et celle de la médecine, d'accord avec les syndicats de salubrité, serait une réforme utile, un pas en avant non incompatible avec la République. Il pourrait comprendre encore que les deux grandes organisations syndicales ne peuvent pas être toujours tenues systématiquement à l'écart de la structure sociale du pays.

Il pourrait aussi se rendre compte qu'avec la ruine économique nous aurons une crise des finances, car il ne nous restera guère d'or, s'il nous en reste, et il est impossible, sans un régime de force, de maintenir une monnaie saine et stable si l'on manque de réserves métalliques. Et comme l'Espagne n'a pas de capitaux placés à l'étranger, ni de marine marchande importante — elle est tributaire des marines d'autres pays —, ni de tourisme qui compte, comme, en un mot, ses exportations invisibles sont nulles, comme elle était, depuis plusieurs années, largement déficitaire dans le commerce international, comme les produits qu'elle peut offrir dans des conditions avantageuses sont très peu importants pour constituer un atout sérieux, il lui sera absolument impossible de se redresser par ses propres moyens.

Quelles seront alors les solutions ? Demander l'aide de la finance internationale ? Plus de la moitié de nos mines, une grande partie des capitaux investis dans nos chemins de fer, dans nos tramways, un bon nombre de nos usines appartiennent à des capitalistes étrangers. L'intervention des banquiers de la City complèterait la domination économique et politique. Nous aurions pis qu'un fascisme larvé, et toute revendication sociale serait étouffée par la volonté de ces profiteurs. L'Espagne se trouverait matériellement, totalement enchaînée.

Le seul chemin possible est la reconstruction du pays sur des bases qui existent déjà dans ses traditions, et avec des buts nettement accusés, qu'il faut développer. Fatalement l'antifascisme doit avoir un programme social, constructif, innover tout ce que les circonstances commandent. Et dans ces innovations, la socialisation sera le seul moyen d'échapper aux banquiers de la City comme à la misère épouvantable et aux luttes terribles qui nous attendent si la force de réaction s'impose définitivement sur celle de la révolution.

Monsieur Azaña a parlé. Petit jacobin figé dans ses règlements, il n'a pas dit, ne pouvant pas dire tout cela. Mais malheur à l'Espagne si elle n'échappe pas à son appareil d'administration, à sa conception de l'ordre ! Le dilemme se poserait à nouveau bien vite : révolution intégrale ou fascisme. Pauvre Espagne, qui aura perdu la moitié de ses hommes quand la guerre finira s'il lui faut recommencer le combat ! C'est ce que nous voudrions éviter, et c'est ce que nous forceront à faire le crétinisme et l'insensibilité monstrueuse de toutes les gens de son espèce.

ROBERT LEFRANC.

Derrière les grilles de la contre-révolution

Policiers et geôliers staliniens

La Modelo comme l'anarchiste appelle familièrement cette prison, pour les fréquentes visites prolongées qu'il lui fit aussi bien sous la monarchie que sous la république, et maintenant sous cette république de nouveau genre et qui conserve les mêmes méthodes répressives que la monarchie, quoique plus perfectionnées, est un peu considérée par l'anarchiste comme sa seconde maison. En ne comptant pas les plus jeunes, il serait difficile de trouver parmi les cinq cents que nous sommes ici, une demi-douzaine de camarades qui n'y soient pas venus déjà plusieurs fois.

Quand avant le 19 juillet, deux camarades se rencontraient après plusieurs mois, la première question était inévitablement : « Ou as-tu été, à la Modelo ? » Il y avait 99 chances sur 100 que la réponse soit affirmative. Après le 19 juillet, et dans les mêmes circonstances, la question était : « De quel front viens-tu ? » Maintenant l'on commence à dire : « Viens-tu du front ou de la Modelo ? » Ce « ou » seul fait suffirait à démontrer les progrès de la contre-révolution.

La Modelo au moment de sa construction devait constituer un grand progrès d'humanisation dans les systèmes pénitentiaires. Les cellules, de dimensions régulières et bien claires possédaient un trou servant de W.-C. et de dépôt d'eau pour la chasse d'eau ; de plus le luxe d'un lavabo de fer avec eau courante. S'imaginent-ils, ceux qui ont été en prison, le bonheur que cela représentait pour le détenu ? Aujourd'hui, tout cela est dans un état lamentable. Le W.-C. ne peut plus servir et les cellules n'ont pas été repeintes depuis une génération au moins ; l'on peut imaginer ainsi la saleté qui règne en ces lieux. Ajoutez l'impossibilité de les nettoyer, car nous sommes trois dans chaque cellule faites pour une personne seule. Si tout ceci vous dégoûte et que vous vouliez une peinture neuve, payez-la de votre poche, car nos tuteurs n'ont aucune confiance dans l'hygiène, et naturellement comme dans une cellule, il n'y a qu'un seul lit de fer, deux d'entre nous dorment par terre, sur une paille, avec un seul drap et une légère couverture. Depuis 36 jours que je suis en prison, je n'ai pas encore pu enlever complètement mes vêtements pour dormir.

LES CONQUÊTES DES ANARCHISTES DANS LA PRISON.

Mais il y a une chose qui nous fait préférer être en prison, c'est la liberté de mouvements dont nous jouissons. Cette liberté est le résultat d'années de luttes menées par nos camarades ici et dans la rue. Il y a plusieurs années, les prisonniers étaient enfermés dans leurs cellules et ils ne sortaient à l'air que pour très peu de temps. Ensuite, à force de protestations, ils réussirent à prolonger ce temps et enfin, l'on réussit à ce que les prisonniers restent plusieurs heures dans la cour. Pour obtenir ceci il fallut passer à l'action directe, c'est-à-dire démolir les portes et mettre le feu à la moitié de la prison. Maintenant les cellules sont ouvertes de sept heures du matin à neuf heures du soir, le passage restant libre de la première à la seconde galerie, pouvant se promener de toutes parts, avoir des réunions dans la cour ou dans les galeries et même faire des visites aux autres galeries. Les anarchistes ont obtenu cela durant des années de lutte.

Naturellement, laisser les anarchistes jour de tant de liberté dans la prison, ennuyait profondément les inquisiteurs de la Tcheka et ils tentèrent plusieurs fois de la restreindre, mais jusqu'à présent n'ont pu y réussir.

Dans chacune des galeries, nous avons un Comité de galerie chargé de résoudre tous les conflits qui surgissent avec l'administration, et ceux du P.O.U.M. ont le leur. Dans chaque galerie, il y a deux gardiens chargés de maintenir l'ordre, mais qui ne se frappent pas exagérément et se mêlent à nous, comme des camarades. Les véritables policiers sont en dehors des galeries, dans le centre et ceux-ci sont du P.S.U.C. Ce sont eux qui essayèrent de restreindre nos libertés.

CE QUI ARRIVE AUX ASSASSINS DE LA CONTRE-REVOLUTION

Le véritable caractère espagnol se manifeste très bien dans ses actions spontanées et rapides. Les hommes qui se trouvent ici paraissent à un observateur superficiel, découragés, peureux, fatigués de tant de sacrifices pour la cause. Eux-mêmes s'accusent de démoralisation et crainte pour le fait d'être en prison. Mais ni l'un ni l'autre n'est réel. Il y en aura qui auront un peu de fatigue et une grande désillusion qui paralyse leurs énergies ; mais celles-ci éclatèrent immédiatement et irrésistibles, et j'oserai dire, inconsciemment, sous la pression de stimulants trop forts pour être contenus et raisonnés. Cela pourrait être la garantie maximum du triomphe final de la révolution.

Il y a quelques jours, l'esprit indomptable et prompt à la riposte de ces camarades, se mit bien en évidence, en répondant sur-le-champ à une provocation de la police. Les camarades se rappelleront le massacre de camarades à Puigcerda par la contre-révolution. Le chef de cette contre-révolution est un volier nommé Samper. C'est le bras droit de Comorera et l'ami intime de Casanovas. Non seulement, il organisa la contre-révolution dans Puigcerda et la région, mais il se chargeait de faire échapper en France les fascistes et les capitaux. Il est donc très estimé de la Tcheka. Ce criminel eut le culot de se présenter ces jours-ci devant nos cellules dans une attitude provocatrice et armé de pistolets, quoique le règlement intérieur interdisait l'entrée de policiers armés, quand ceux-ci ne viennent pas en fonctions officielles. La porte de la galerie étant ouverte, il se trouva nez à nez avec notre camarade Domingo, qu'il connaissait, et qu'il salua de façon ironique. Domingo lui répondit qu'il n'avait pas de salut à recevoir d'un criminel. Samper fit alors le geste de sortir son revolver, mais plusieurs camarades qui s'en rendirent compte, se lancèrent sur lui, lui enlevèrent son pistolet, et lui administrèrent une si magistrale raclée, sous les yeux des gardiens qui n'osèrent pas intervenir, que le fic fut transporté à l'hôpital. Immédiatement les camarades des deux galeries se réunirent et l'on décida à l'unanimité de se solidariser avec le geste de Domingo afin qu'aucun camarade ne puisse être pris individuellement.

NOS VOISINS LES FASCISTES

Si par hasard, quelque jour, nous étions accusés d'alliance avec les fascistes — la

Tcheka rouge, à l'instar de ses maîtres de Moscou ne s'arrête devant aucune infamie — nous devrions déclarer que notre voisinage avec les fascistes est forcé. Ce qui est volontaire, c'est l'association de la Tcheka avec les fascistes, qui se manifeste sous des formes multiples, dans des gestes de solidarité réciproque et de réciprocité sympathique. Il suffit de dire que pour peu que la Tcheka continue à dominer, il ne restera pas un fasciste en prison, mais celle-ci se remplira d'anarchistes. C'est peut-être le rêve des tchékistes ou sinon laissons un peu parler les chiffres. En mai dernier, il y avait ici, plus de 1.000 fascistes ; aujourd'hui, il y en a moins de 500. Les uns furent transférés dans d'autres prisons, mais la plupart furent mis en liberté. C'est nous qui avons pris leur place. Il y a quelques jours, le total des prisonniers était de 1496.

LES CONFLITS A LA MODELO IMPUNITÉ POUR LES FASCISTES.

Les fascistes enfermés ici se sentent tellement en « sécurité » sous la dictature de la Tcheka communiste, qu'ils peuvent se permettre impunément toutes sortes de provocations. Une nuit, tandis que les avions fascistes bombardaient Barcelone, les fascistes entonnèrent leurs hymnes. Et quand Bilbao et Santander tombèrent en leur pouvoir ce furent des jours de réjouissances pour eux. Les gardes du P.S.U.C. ? Ils restèrent aussi tranquilles et complaisants. Une nuit que les notes chantaient l'*Internationale*, le second hymne de la République, ceux de la Phalange espagnole, les curés et prêtres déguisés, sifflèrent, crièrent et lancèrent des vivats à Franco. Et la Tcheka ne les entendit pas. Et en d'autres circonstances où des fascistes furent mis en liberté, ils firent leurs adieux à leurs camarades le bras tendu, dans le pur style mussolinien. Et ceux du P.S.U.C. faisant semblant de ne rien voir et leur serrant la main comme s'ils étaient des camarades.

Un autre après-midi, tandis qu'un officier du P.S.U.C. était de service — un ancien élément des partis de droite de Lérida — les notes chantaient dans la cour l'hymne « A las barricadas ». Cet officier nous ordonna de nous taire et les fascistes commencèrent à siffler et à crier « Vive Franco ». La provocation tolérée était si manifeste que tous se mirent aux grilles, tandis que les fascistes se lançaient aux leurs, les cris devenant de plus en plus forts, les fascistes criant aussi : « Vive le P.S.U.C. ». Ils se soutenaient entre frères.

Et tandis que contre révolutionnaires et fascistes se solidarisaient en une infinité d'attentions, et contre les anarchistes, ceux-ci et ceux du P.O.U.M. se solidarisaient avec la masse de la rue, étant donnée la politique de sabotage des collectivités paysannes et la politique d'économie du ministre Comorera, appelé le « Roi des pommes de terre ». Le peuple souffre de la faim, les pommes de terre pourrissent sur place, et Comorera empêche qu'elles soient amenées à la ville. Le pain manque, les familles ouvrières deviennent folles pour trouver à manger. En sachant cela nos prisonniers jetèrent dans la rue leurs rations de pain pour que le peuple puisse manger. Et ce sont les hommes que la contre-révolution met en prison.

L'« attentat » contre Comorera n'était qu'une provocation

LES JUGES BARCELONAIS LE RECONNAISSANT EN RENDANT UNE ORDONNANCE DE NON-LIEU

On se souvient de la machination tentée il y a quelques semaines à Barcelone, sous la forme d'un attentat contre Comorera. Le *Libertaire* a été ici le premier journal à en dénoncer le caractère grossièrement provocateur.

On apprend maintenant qu'une douzaine de personnes arrêtées à cette occasion ont été toutes libérées. Le juge chargé de l'enquête s'est refusé à faire le jeu des staliniens qui organisèrent eux-mêmes la provocation pour déclencher une nouvelle vague de terreur contre les militants révolutionnaires, comme le prouvent les documents rendus publics par le Bureau politique du P.C., dans lesquels on accusait ouvertement les militants du P.O.U.M. d'être les auteurs de l'attentat, et cela le jour même où la nouvelle fut propagée.

La « Solidaridad Obrera » fut suspendue pendant dix jours pour avoir refusé d'accepter la version policière du stalinien Burillo, chef de la police, sur l'attentat et sur le complot récemment « découvert ».

D'autre part, les « Independent News » annoncent que ce même Burillo a dû enfin abandonner la direction de la police de Barcelone.

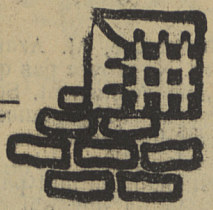
Un collaborateur de Jesus Hernandez

On sait que le parti communiste espagnol a parmi ses représentants dans le gouvernement Negrin, le señor Hernandez, qui est ministre de l'Instruction publique. On connaît la position politique des communistes en général et du señor Hernandez en particulier. C'est ce monsieur qui dès les premiers jours de la lutte menaçait de régler leur compte aux anarchistes. Le choix des hommes qui entourent les chefs staliniens est particulièrement significatif de leurs intentions, envers le prolétariat.

Ainsi un exemple, Jesus Hernandez vient de nommer au poste de chef du cabinet de presse de son ministère un nommé Corpus Barga. Ce Corpus Barga fut directeur du journal madrilène la *Luz*, au service de Lerroux, dont il était un des agents. Pendant les journées d'octobre 1934, il écrivit d'immenses articles dans le journal fasciste *El Diario de Madrid*. Lerroux payait bien ses bons offices et ses campagnes anti-ouvrières.

Voilà les hommes que choisissent les communistes pour leur politique. C'est significatif.

Solidarité internationale antifasciste



AU TRAVAIL puisque nous sommes d'accord

Le Congrès anarchiste a été unanime pour vouloir la S. I. A. Il ne l'a pas réclamée pour le vain besoin de compter une organisation supplémentaire dans le mouvement social de ce pays, qui, après quelques appels poussifs, rendrait l'âme ou mènerait une vie languissante.

Le Congrès anarchiste a voulu une S. I. A. digne de ce nom et forte suffisamment pour rendre les services que l'on attend d'elle : aujourd'hui, en faveur du peuple espagnol ; demain, en faveur de toutes les victimes du fascisme international.

Non seulement c'est le Congrès anarchiste qui a voulu cela, mais l'ont voulu également, et le veulent plus que jamais, les camarades du secrétariat de la section française de la Solidarité Internationale Antifasciste. Effectivement, à quoi aurait servi d'abandonner notre Comité pour l'Espagne Libre, si notre S. I. A. ne devait être qu'une pâle copie de celui-là. Mais nous avons la foi robuste, un optimisme qui fait partie intégrante de nous-mêmes ; puis, nous vous connaissons, camarades, nous savons que rien ne vous rebute non plus et que vous nous accorderez tout ce que nous vous réclamerons.

C'est promis, n'est-ce pas ? Alors, exécutez-vous. Lisez cette page et agissez ensuite.

Peut-être nous demandons-vous beaucoup ?

Mais est-ce qu'ils ne donnent pas beaucoup les compagnons d'Espagne, beaucoup et plus encore ; leur vie souvent, après avoir subi mille horribles misères ? A la pensée de ce que souffrent ces vaillants et malheureux co-

pains, pensée qui est susceptible d'élever n'importe qui au-dessus de lui-même, est-ce que les anarchistes de langue française, si dévoués ordinairement, auront peine à se transformer en militants plus compréhensifs encore, plus audacieux surtout ?

Allons donc ! La cause est entendue. S. I. A. triomphera.

Elle est, d'ailleurs, en train de bien marcher, si nous en jugeons par les visites qui nous sont rendues, par les lettres que nous recevons, les encouragements qui nous sont prodigués, les suggestions qui nous sont faites.

Continuez, persévérez, les amis ! Agrandissez votre champ d'action, agrandissez-le sans cesse. Et maintenant que nous avons deux pages à la disposition de la S. I. A., parlez tout haut. Elles sont à vous, ces deux pages ; mettez-y dedans vos propositions, vos activités ; que ces deux pages débordent chaque semaine, grâce à vous, d'une sève abondante dont la Solidarité Internationale Antifasciste fera un très utile profit.

LE SECRETARIAT DE LA SECTION FRANÇAISE DE LA S.I.A.

Les bureaux de la S. I. A.

Les bureaux de la S.I.A., 26, rue de Crussol, Paris-11^e, sont ouverts tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 13 h. 30 à 19 heures ; de 9 h. à 13 h. le dimanche.

Souscription de la S.I.A.

Il ne faut pas l'oublier.

Les camarades qui vont se charger de placer un minimum de 10 cartes prendront en même temps la feuille de souscription de la S.I.A.

L'argent ainsi recueilli sera converti en vivres. La feuille de souscription permet également aux camarades quêteurs de recueillir : vivres, médicaments, linge et vêtements.

Us ne se priveront pas de le faire. Et nous allons les voir en longue caravane venir déposer 26, rue de Crussol, les innombrables colis.

Mais qu'ils ne perdent pas de temps.

Oui, solidarité

Le mouvement ouvrier est entré dans une phase décisive de la lutte de classe internationale : ou il brisera définitivement le capitalisme et la dictature fasciste qui en est la suprême expression, ou il sera plongé pour de longues années dans une barbarie effroyable.

Tous les travailleurs n'ont pas encore compris que le front international de combat était devenu une réalité ; tous ne sont pas également persuadés que le capitalisme joue sa dernière carte ; tous ne sont pas encore complètement affranchis des préjugés, des illusions, des terreurs ou des ignorances soigneusement cultivés et entretenus par toutes les classes dominantes. Et cela se comprend.

Mais au delà des divergences doctrinales, par-dessus la frontière des langues, des races ou des organisations, une solidarité de fait s'est imposée à toutes les formations révolutionnaires : ce qui compte, au moment du péril, ce ne sont plus les bonnes paroles ou les intentions généreuses, ce sont les actes. Et une nouvelle fraternité internationale des combattants de la cause prolétarienne se forge chaque jour en raison même de l'apreté des attaques de l'ennemi commun.

Peu à peu, se développe invinciblement une conscience collective du danger, qui dresse les hommes libres contre les erreurs ou les iniquités accablant les militants d'avant-garde, quels qu'ils soient.

Ainsi, la soif de justice et la révolte contre l'oppression créent un milieu de sympathie qui permet des collaborations nécessaires. Nous avons tous besoin les uns des autres. Et, plus encore, nos camarades de combat, blessés, tombés, meurtris, dans la lutte sociale ont besoin de nous tous.

C'est de cette nécessité qu'est née Solidarité internationale antifasciste. Pour elle, toutes les victimes de la répression fasciste, tous les prolétaires traqués à cause de leurs idées révolutionnaires sont également dignes de soutien.

Il suffit que quelque part souffre un homme malheureux qui a fait preuve de dévouement envers ses frères de classe et qui n'a pas voulu plier devant le mensonge pour que l'intervention s'impose : aide effective et agitation de solidarité.

Ceux qui oublieraient cette élémentaire obligation seraient rappelés à l'ordre par les caprices de l'histoire qui ne se gêne pas pour diriger la répression tour à tour sur les plus sûrs d'entre nous.

Solidarité internationale antifasciste pour les travailleurs d'Espagne d'abord, pour les peuples coloniaux, pour les héros illustres ou obscurs des bagnes fascistes, pour les victimes innombrables de la répression capitaliste. Solidarité internationale antifasciste pour identifier les agents de l'ennemi, pour améliorer le front unique, pour écarter les pièges, dénoncer les corruptions et rappelez au besoin les règles impératives de la lutte ouvrière : DIRE LA VERITE PARTOUT, SE DRESSER TOUJOURS CONTRE L'INJUSTICE, ETRE GENEUX POUR SES COMPAGNONS ET IMPLACABLES POUR L'ENNEMI DE CLASSE !

S. I. A. passera bien des blessures et ranimera bien des cœurs déprimés.

Vive S. I. A. ! Vive la Révolution sociale !

MARCEAU PIVERT.

UNE ENTREVUE avec la S. I. A. espagnole

Le camarade Baruta Vila, secrétaire de la Section espagnole de la S.I.A., ayant été parmi nous il y a quelques jours, il nous a semblé utile de converser avec lui sur la nouvelle organisation qui a surgi comme instrument d'entraide antifasciste dans le monde.

— Quelles sont les raisons qui vous ont poussés à créer la S. I. A. ?

— Ce furent avant tout les circonstances pressantes dans lesquelles nous nous trouvons, et ensuite le mécontentement qui règne dans bien des milieux et chez bien des personnes contre ceux qui voient dans l'aide apportée aux autres un moyen de propagande dépassant souvent le but apparent que l'on donne à la solidarité.

— Comment votre initiative a-t-elle été accueillie en Espagne ?

— Elle a gagné le cœur de tous les antifascistes. Son but nettement opposé à tout esprit de secte ou de parti, et sa pratique ouverte de la solidarité, l'ont rendue sympathique à tout le monde.

— Avez-vous pu faire un travail satisfaisant ?

— D'après ce que nous nous proposons, nous n'avons pas à nous plaindre. Mais nous espérons faire beaucoup plus à l'avenir, puisque nous en sommes au commencement. Pour le moment, nous avons installé dix-sept garderies d'enfants, une maison de vieillards et un atelier de couture où l'on confectionne des vêtements pour les réfugiés.

« Nous avons un ciné dont les bénéfices sont réservés aux réfugiés. Dans vingt édifices sont hébergés des réfugiés du nord. « Il y a en outre un autre côté de notre activité, qui a pour nous une grande importance : c'est une cantine pour les miliciens. »

On ne peut pas faire tout à la fois et il faut ajouter à ce que je vous ai dit un autre genre d'aide apportée aux camarades antifascistes qui sont emprisonnés, ainsi qu'aux réfugiés. Je veux parler des dons de vêtements et d'argent, des voyages payés, etc... Nous avons déjà dépensé dans ce but environ deux millions de pesetas.

— Vous devez avoir des difficultés énormes ?

— Oui et non, cela dépend. Il nous sera possible, en nous efforçant toujours, de soutenir ce que nous avons déjà organisé. Mais nous voudrions faire davantage, car les besoins sont nombreux dans toute la population et il nous est impossible, avec nos ressources actuelles, d'aider tous ceux que nous voudrions, ni même de faire ce que nous faisons aussi bien qu'il le faudrait. Nos forces sont limitées, et nous demandons aux antifascistes des autres pays qu'ils le comprennent bien.

— Espérez-vous qu'ils vous aideront ?

— Certainement. La S. I. A. a déjà plusieurs sections en Europe et en Amérique, et il est probable que ces sections feront tout ce qu'elles pourront.

— Le caractère mondial de la S. I. A. n'est donc plus un projet, mais une réalité ?

— Une réalité indiscutable, qui s'étendra chaque jour davantage. Nos sections naissent plus rapidement que nous ne le supposions.

— As-tu recueilli une impression favorable sur ce qui peut être fait en France ?

— Vous êtes certainement mieux placés que moi pour le savoir. Mais puisque vous me demandez mon opinion, je vous dirai qu'à mon sens on peut faire beaucoup ici. On peut, et l'on doit. La France est le pays le plus voisin du nôtre. C'est avec elle que les relations sont le plus faciles. Elle a en outre un très fort mouvement antifasciste. Il est donc naturel que ce soit d'elle que nous venions l'aide la plus importante, car dans le cas contraire, la S. I. A. ne devrait se développer nulle part.

« Mais je considère que nous avons de grandes chances de réussir par le fait que le Comité pour l'Espagne libre se soit dissout pour se transformer en section française de la S. I. A., afin de mieux nous aider. Je reconnais qu'on ne peut faire plus. »

— Quoique nous le sachions déjà, nous avons intérêt à ce que tu dises, pour les lecteurs de *Libertaire*, quelles sont les choses dont vous avez le plus besoin.

— Nous avons besoin de tout : du linge, des vêtements, des chaussures, du lait condensé, des produits alimentaires de toutes sortes, des médicaments pour les malades et les blessés. Enfin, tout ce qui peut être transporté sans risque de se gâter. N'oubliez pas qu'il y a des millions d'enfants qui ont plus froid et subissent plus de privations que sous le régime antérieur, et que souvent nos miliciens doivent combattre sans avoir mangé à leur faim.

— Mais comment pensez-vous que ces articles arriveront le plus sûrement à bon port ?

— Nous avons déjà organisé les moyens de transport. Jusqu'à maintenant, le Comité pour l'Espagne libre et le Comité antifasciste de Perpignan s'étaient chargés de nous porter directement ce qu'ils recueillaient. C'était le moyen le plus sûr. Nous ferons de même à l'avenir.

« La centralisation se fera surtout à Perpignan, qui se trouve très près de la frontière et est pour cette raison la ville la plus indiquée. »

— Mais nous voudrions maintenant que tu nous dises quelques mots sur la situation de l'Espagne.

— Nous avons toujours foi dans la victoire, malgré les moments difficiles que nous traversons. Je crois aussi que les deux grandes centrales syndicales arriveront à briser les obstacles qu'elles trouvent sur leur chemin pour se réunir. Quand un peuple a foi dans son destin, il vient à bout de bien des difficultés. Le peuple espagnol a cette foi-là.

Baruta Vila nous promet de transmettre notre salut et nos sentiments aux camarades espagnols. Il nous exprime à son tour l'espoir que lui inspire la section française qui, ajoutée à elle, donnera rapidement d'aussi bons résultats que celle d'Espagne, parce qu'il a confiance dans ses organisateurs, dans leur énergie, dans leur initiative.

L'entrevue se termine sur ces paroles. Et nous nous serrons la main, dans un même élan fraternel et possédés d'un désir indéniable de faire beaucoup et bien pour la cause qui nous est commune.

Que nos actes soient maintenant à la hauteur de nos sentiments !

Le premier manifeste de la S. I. A.

Voici ci-dessous le premier manifeste de la S.I.A. Répandez-le.

Solidarité Internationale Antifasciste (SECTION FRANÇAISE)

Solidarité Internationale Antifasciste, créée en Espagne, en juin 1937, par des éléments de la C.N.T. de l'U.G.T. et avec l'appui de personnalités politiques et littéraires espagnoles, a son prolongement en France, depuis octobre.

Comme son nom l'indique, Solidarité Internationale Antifasciste est faite pour secourir plus particulièrement les victimes des Etats totalitaires, pour dénoncer les crimes du fascisme mondial et y mettre fin par la disparition de cette forme abominable de l'Autorité.

Comme les événements le commandent, Solidarité Internationale Antifasciste se doit d'aider d'abord, et avant tout, les antifascistes espagnols pour qu'ils résistent victorieusement aux hordes de Franco, la défaite du fascisme en Espagne devant inévitablement, d'ailleurs, entraîner la déroute du fascisme international.

Solidarité Internationale Antifasciste — qui prêche l'union des forces de liberté, ici, là et ailleurs, c'est-à-dire partout où les fascistes exercent leur dictature ou tentent de le faire — souhaite que le front de la liberté ne se dissocie point en Espagne, que les deux centrales syndicales, la C.N.T., l'U.G.T., réalisant l'unité syndicale, prennent dans la lutte contre Franco et dans la gestion sociale et économique de leur pays la part qui leur revient, la plus grande.

AIDE IMMEDIATE A L'ESPAGNE

Les signataires de ce manifeste, membres du comité de patronage de la Solidarité Internationale Antifasciste (section française), vous invitent, camarades français, à aider vos frères d'Espagne de toutes vos forces et avec toutes vos ressources.

LES OUVRIERS, LE PEUPLE D'ESPAGNE APPELLENT AU SECOURS ! VOUS NE VOUDREZ PAS QUE CE SOIT EN VAIN.

René BELIN, André CHAMSON, Lucien CRUZEL, Maurice DELEPINE, Georges DUMOULIN, Auguste FAUCONNET, Sébastien FAURE, Gaston GUIRAUD, Roger HAGNAUER, Léon JOUHAUX, Auguste LARGENTIER, Robert LOUZON, Victor MARGUERITE, Jean NOCHER, Magdeleine PAZ, Docteur PIERROT, Georges PIOCH, Marceau PIVERT, Gaston PRACHE, Paul RECLUS, Pr Paul RIVET, Maurice ROSTAND, HAN RYNER, Vivier-MERLE, Georges XYETOT.

Voici la carte de la S. I. A.

Et quelques mots à l'intention
des lecteurs de ce journal

Tous ceux qui approuvent les buts de la S.I.A. et son action voudront avoir en poche la carte d'adhésion à la Solidarité Internationale Antifasciste. Mais si les amis de cette organisation s'étaient munis d'une carte pensaient avoir accompli ainsi tout leur devoir de militants de la S.I.A., nous désespérions de l'avenir de celle-ci. Et nous y croyons à son avenir, car nous sommes sûrs que vous, les lecteurs de cette page, vous lerez en faveur de la S.I.A. tous les gestes capables de la bien servir.

Puisque nous parlons de la carte, voulez-vous que nous disions nettement ce que, à ce sujet, nous attendons de vous ?

Ceci : Que les lecteurs du *Libertaire* donnent l'exemple et placent au moins chacun 10 cartes, ceux de la province nous écrivant pour les réclamer, ceux de la région parisienne accourant les prendre 26, rue de Crussol, Paris, 11^e (métro Oberkampf).

Oui, nous réclamons la visite de tous ceux qui, lecteurs de ce journal, habitent Paris ou sa banlieue. Qu'ils ne se laissent pas prier. Qu'ils se hâtent de retirer leurs 10 car-

tes. Ces cartes et les timbres leur seront donnés en dépôt ; ils les régleront au fur et à mesure de leur écoulement. Qu'est-ce qui pourrait, en ce cas, vous arrêter, lecteurs du Lib. si ce n'est une nonchalance vraiment hors saison, vu le rythme auquel les événements entraînent le monde, ou un égoïsme étroit bien peu en harmonie avec ce désintéressement qui fait les anarchistes d'Espagne si bravalement solidaires de tout un peuple.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE SECTION FRANÇAISE



Permanences et convocations de la S.I.A.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Nous informons les camarades travaillant dans les usines de Boulogne-Billancourt que nous tiendrons une réunion, dimanche 5 décembre, à 10 heures du matin, chez Cuvillier, 30, avenue des Moulins, en vue d'une défense plus efficace dans nos usines et de la formation d'une permanence de la S.I.A. et de la tenue d'un prochain meeting.

BEZONS. — Les camarades désirant faire partie du groupe S.I.A. sont invités à assister à la réunion du mardi 7 décembre, à 20 h. 30, chez Rossignol, 71, rue Jean-Jaures.

LIVRY-GARGAN. — Tous les camarades antifascistes de Livry-Gargan se feront un devoir de participer au développement de notre section locale de la S. I. A., dont nous tiendrons une permanence tous les dimanches, de 9 à 12 h., au Café Terminus, à Gargan. Nous espérons qu'ainsi tous les efforts qui se trouvaient dispersés jusqu'à ce jour, pour apporter une aide efficace à nos frères d'Espagne, seront coordonnés.

SAINT-ETIENNE. — Une permanence de la S.I.A. aura lieu chaque mardi de 18 à 20 heures, à la Bourse du Travail, Salle 20.

SAINT-HENRI. — Réunion du groupe de la S.I.A. tous les dimanches matin, à 10 heures, St, boulevard d'Annem.

S.I.A.
ORGANISE LE 17
UN
**MEETING
MONSTRE**



Entrevista con el compañero Baruta Vila

Ha estado entre nosotros el compañero Baruta Vila, secretario de la sección española de la S. I. A. Hemos querido aprovechar la oportunidad para conversar con él sobre la obra que esa sección ha realizado en España, sobre las posibilidades que se le abren, y sobre lo que se espera de nosotros, a fin de cumplir debidamente nuestro cometido.

— ¿Aquí las palabras que fueron cambiadas en esa ocasión?

— ¿Puedes hablarnos de la S. I. A. en España?

— La S. I. A. ha ganado en España el corazón de todos los antifascistas. Sus postulados antipartidistas y su labor tan temente solidaria la han hecho simpática en todos los terrenos.

— ¿Qué motivos os movieron a fundarla?

— Se impuso como una necesidad, porque muchos estaban disgustados con los que aprovechaban la solidaridad para hacer partidismos. En cambio, nosotros atendimos a todos los antifascistas sin pedirles quienes son ni a qué bandos pertenecen. Ellos vienen a pedirnos auxilio sin reservas, porque saben que nadie les exigirá determinada filiación para recibirlo.

— ¿Habéis conseguido realizar algo hasta el presente?

— Estamos relativamente satisfechos, de acuerdo a lo que proyectamos, y esperamos hacer mucho más. No obstante, lo hecho nos parece satisfactorio. Tenemos, en la actualidad, diecisiete guarderías de niños, una casa de ancianos, un taller de costura donde se confecciona ropa para los refugiados.

— ¿Ya habéis hecho mucho.

— Hay más, espera. Tenemos un cine cuyos beneficios son también para los refugiados; veinte de nuestros edificios están habilitados para cobijar a los que han llegado del Norte. Hay además otro aspecto de nuestra actividad al que atribuimos la mayor importancia: es un comedor para los milicianos. En este comedor que, de acuerdo a su nombre, está reservado únicamente a los milicianos, se sirven a estos últimos la comida sólo por lo que pagamos por ella, ya que los gastos generales y de personal corren a cargo de la S. I. A.

— Es una iniciativa muy buena.

— Y que pensamos desarrollar en muchas partes, con tal de que las circunstancias nos ayuden. Pero, a lo que te he mencionado, hay que añadir las atenciones prodigadas a los compañeros antifascistas que están en la cárcel, a los evadidos del campo fascista, a los refugiados, en ropa, comidas, viajes, subvenciones, etc. Lo que hemos gastado para esto suma ya unos dos millones de pesetas. En los pocos meses que llevamos de vida, y con las dificultades con que tropezamos, me parece que todo esto es apreciable.

— ¿Habéis abordado otros aspectos de solidaridad efectiva?

— Baruta Vila recapacita un momento, y contesta:

— Si ya sabes que nunca nos limitamos a los cuidados de la barriga. Así es como hemos organizado una Biblioteca circulante para los presos. Hemos creado además brigadas de salvamento que actúan con gran eficacia durante los bombardeos. Como ves, abarcamos todos los casos y todas las situaciones en que podemos ser útiles a los demás.

— ¿Tropezáis con dificultades económicas?

— Hombre, sí y no, responde Vila. Podemos sostener lo que hemos creado, claro que sobre la base de esfuerzos continuos. Pero quisieramos hacer más, porque es grande la necesidad en toda la población, y no nos es posible acudir en auxilio de todos los que lo necesitan y lo merecen con la amplitud necesaria. No bastamos para tanta labor, y necesitamos que se nos ayude.

— ¿Pensáis conseguir esta ayuda del exterior?

— Es lógico esperarla. Hemos fundado ya varias secciones en Europa y en América, y estas secciones harán indudablemente cuanto puedan.

— ¿De modo que el carácter mundial de la S. I. A. no es un mero propósito, sino ya una realidad?

— Desde luego, es una realidad, que se extenderá cada vez más, pero indiscutible ya en estos momentos.

— ¿Qué impresiones has recogido sobre vuestras posibilidades en Francia?

— Naturalmente, estás en mejores condiciones que yo para contestar a esta pregunta. Pero, de lo que pude observar, me parece que se puede hacer mucho aquí. Y se debe. Porque, siendo ésta la nación más cercana, con las mayores posibilidades de contacto material, y un caudal antifascista enorme, es de aquí que debe venir la máxima ayuda. Si así no sucediera, podríamos darnos por fracasados en el plano internacional.

— Creo que esto no se producirá, porque la simpatía hacia la causa de los antifascistas españoles es grande, y es de presumir que revestirá caracteres activos.

— Así lo espero, y me parece de muy buen augurio el que, al pedirle su ayuda, el Comité por la España libre haya acordado disolverse para integrarse en la sección francesa de la S. I. A. Más, no se puede hacer.

— ¿Quién está al frente de la S. I. A. en el plano mundial?

— El compañero Pedro Herrera, militante muy conocido en España; y que

ofrece la máxima garantía de seriedad y de iniciativa inteligente.

— En lo que se refiere a Francia nos interesa saber, aunque lo suponemos, qué cosas necesitáis con más apremio.

— Ya lo sabes: todo. Necesitamos ropa blanca y ropa de abrigo, zapatos, jabón, leche condensada, productos lácteos, medicamentos, y toda la comida que pueda ser transportada sin estropearse. No olvidéis que hay millones de niños que tienen ahora más hambre y más frío que durante el régimen capitalista.

— ¿Te parecen útiles las suscripciones?

— Desde luego, pero a condición de que no se hagan a sobresaltos, y que no determinen una ayuda esporádica. Necesitamos que las aportaciones, vengan grandes o pequeñas, sean regulares. De este modo sabremos siempre cuáles serán nuestros recursos, y no nos veremos en la necesidad de cerrar, por falta de medios, unas casas abiertas cuando disponíamos de más ayuda.

— ¿Compraría los alimentos con el dinero que se recogería aquí?

— No hombre, no, y me interesa hacerlo constar. No recibiremos dinero. El papel de la sección francesa de la S. I. A. no es enviar francos a España. ¿Qué haríamos con ellos? No son un alimento. Habríamos de devolverlos a los mismos amigos o a otros para que nos compraran víveres. Y no es seguro que su viaje ida y vuelta, perfectamente inútil y antieconómico, se hiciera sin tropiezos. No queremos dinero. Queremos comida, ropa, como te he dicho ya. Por esto, la sección francesa de la S. I. A. se encargará de adquirir esas prendas y esos víveres, y nos los remitirá.

— Ya entiendo. Pero ¿de qué modo llegarán esos productos a vuestras manos?

— Hemos organizado ya los medios de transporte. Hasta el presente, el Comité por España Libre se encargó de llevar directamente todo cuanto recogía. Los mismos hacia el Comité Antifascista de Perpignan. Era el mejor procedimiento para asegurar su llegada. Haremos lo mismo en lo sucesivo.

— Así que todos los frutos de las recaudaciones se centralizarán en París y en Perpignan para ser trasladados a Barcelona?

— Sobre todo, se centralizarán en Perpignan, por que está tan cerca de la frontera es el lugar más indicado.

— ¿Habéis creado una sub-sección en Perpignan?

— La hemos creado y no la hemos creado. Porque lo que ha ocurrido, es que el Comité de ayuda a España, que ha hecho

en esa ciudad una labor tan hermosa, se transforma, como el de París, en una sección de la filial francesa de la S. I. A. Es él que se encarga de asegurar el enlace permanente con Barcelona. Todo afluirá a sus manos, para ser enviado inmediatamente a España.

— Las cosas están bien encaminadas. Esperemos que esta iniciativa encontrará en todos el eco que merece. Quisiéramos ahora, para nuestros lectores, algunas palabras tuyas con relación a la situación española.

— ¿Qué decirte? — nos contesta Baruta Vila. Ya sabéis cuanto puedo opinar. Seguimos teniendo fe en la victoria, a pesar de las trances difíciles por los que pasamos. Creo asimismo que las dos organizaciones sindicales lograran vencer las dificultades que se les oponen. Cuando el pueblo tiene fe en su destino, hace grandes cosas. El pueblo español las hará.

— Transmite a la S. I. A. de España los cordiales saludos de sus hermanos de Francia. Dí a los compañeros que nos sentimos hermanos con sus sufrimientos, y que les alentamos de todos corazones a que nos desmayen en la lucha.

El delegado de España nos promete transmitir nuestras palabras. A su vez nos dice su confianza de que la sección francesa de la S. I. A. dará rápidamente tan buenos resultados como la de España, porque tiene buena impresión de sus organizadores a los que ve animados de mucha energía, con mucho espíritu emprendedor.

La entrevista terminó con estas palabras apacibles, y con un cordial apretón de manos en el cual iba, implícito, un sentimiento de hermandad y de idéntico deseo de hacer mucho y bien.

ESTA PAGINA

Esta página, reservada especialmente para exponer las actividades de los grupos españoles de la S. I. A., está a disposición de todos los antifascistas conformes con nuestra obra y que quieran secundarla.

Reflejaremos en ella las iniciativas que se lleven a cabo, publicaremos las sugerencias que nos parezcan útiles, expondremos la labor de todas las secciones. Pedimos a los animadores de estas últimas, que nos manden cuantos datos crean interesantes sobre sus actividades.

Las convocatorias de las secciones pueden publicarse aquí. Los anuncios de festivales, de conferencias, de reuniones, también.

Publicaremos las listas de donativos que lleguen. Que cada cual tenga como un galardón figurar en ellas, entre los primeros y los más constantes.

Manifiesto inaugural de la S. I. A.

Oficina central: 26, rue de Crussol.

Paris (XI*) Teléfono: Roquette 73-96.

Solidaridad Internacional Antifascista, creada en España, en julio de 1937, por miembros de la C.N.T. y de la U.G.T., con el concurso de personalidades políticas y literarias, tiene una sección en Francia desde el pasado mes de octubre.

Como lo indica su nombre, esta organización tiene por objeto acudir ante todo en auxilio de las víctimas de los Estados totalitarios, denunciar los crímenes del fascismo mundial, y acabar con ellos haciendo desaparecer esta forma abominable de la autoridad.

Obedeciendo a las más apremiantes necesidades del momento, Solidaridad Internacional Antifascista debe ayudar, ante todo, a los antifascistas españoles que resisten victoriosamente a las hordas de Franco, porque la derrota del fascismo en España originará fatalmente la del fascismo internacional.

Solidaridad Internacional Antifascista, que preconiza por doquier la unión de las fuerzas defensoras de la libertad para combatir al fascismo allí donde ejerce su dictadura o intenta hacerlo, anhela que el frente de la libertad no se disgregue en España, que las dos centrales obreras, la C.N.T. y la U.G.T., plasmando en hecho la unidad sindical, tomen en la lucha contra Franco, así como en la dirección

de la vida social y económica del país, la participación que les incumbe, es decir la mayor.

AYUDA INMEDIATA A ESPAÑA

Los firmantes de este manifiesto, miembros del Comité que patrocina la sección francesa de la Solidaridad Internacional Antifascista, os invitan a ayudar a nuestros hermanos de España con todo ahínco y con todos vuestros recursos. Los obreros, el pueblo de España claman auxilio. No queráis que sus llamamientos sean desoídos.

René Belin, André Chamson, Lucien Cruzel, Maurice Délépine, Georges Dumoulin, Auguste Fauconnet, Sébastien Faure, Gaston Guiraud, Roger Hagnauer, Léon Jouhaux, Auguste Largentier, Robert Louzon, Victor Margueritte, Jean Nocher, Magdeleine Paz, Docteur Pierrot, Georges Pioch, Marceau Pivert, Gaston Prache, Paul Reclus, Pr. Paul Rivet, Maurice Rostand, Han Ryner, Vivier Merle, Georges Yvetot.

Nota: Este manifiesto se tira a quinientos mil ejemplares. Los grupos y las secciones que lo desean pueden pedirlo a la dirección que encabeza: Solidarité Antifasciste Internationale, 26, rue de Crussol, Paris, XI*.

La S. I. A. edita esta hoja para exponer sus actividades.

Leedla. Difundidla. Es vuestra. La hacemos para vosotros, para los antifascistas todos.

Es el elemento que congrega espiritualmente los esfuerzos de todos.

A los españoles residentes en Francia

Se ha creado en Francia una sección de Solidaridad Internacional Antifascista, institución que tiene ya, como decimos en otras partes, ramificaciones internacionales destinadas a extenderse cada vez más.

El objetivo primordial de nuestra sección de la S. I. A. es la ayuda a los antifascistas españoles. En su noble desprendimiento, los iniciadores, habitantes actuales de la península ibérica, pueden haber pensado en el problema mundial de la lucha antifascista, en la ayuda a los perseguidos de todos los que sufren las iras de la represión aguda enseñoreada de la vida política y social en tantas partes. Pero nosotros debemos pensar ante todo en ellos mismos.

Debemos pensar en lo más urgente, en lo más apremiante, es la ayuda a España, destello de luz en las sombras del momento, admirable ejemplo de heroísmo que sólo a través del tiempo podrá ser debidamente valorizado.

Pero no debemos ayudar sólo en forma literaria y platónica. Obras son amores, y no buenas razones, dice con razón el refrán castellano. Hay que ayudar con hechos, materialmente, eficazmente.

Se ha logrado bastante hasta este momento, es cierto. Pero si calculamos el número de residentes españoles en Francia, y especialmente de los que alardean de antifascismo, tenemos derecho a concluir que se habría debido hacer mucho más.

No basta desprenderse de vez en cuando de dos o tres francos. No basta ir a ver bailar a los pequeños refugiados, exhibidos como si fueran monos de circo para incitar a la piedad. No basta asistir a algún que otro festival. El cumplimiento del deber rehuye los jolgorios y las fiestas. Hay que ayudar porque es una obligación sagrada.

Hay que ayudar porque es preciso, para vencer al fascismo. Hay que ayudar porque, por mucho que hagamos, será siempre muy poco al lado del esfuerzo de los combatientes de los frentes de Aragón, de Andalucía, y del Centro. Y no será nada, absolutamente nada, al lado de los sufrimientos de los mineros asturianos, de la población vasca, y de la de Madrid.

No habéis de sacrificaros porque hayáis dado decenas de francos. Los refugiados, que han perdido su hogar, que andan dispersos por una y otra parte, que no tienen ropa, y no saben cual será su porvenir, podrían haceros callar.

Españoles, antifascistas todos: hay que ayudar de verdad. Hay que hacer un esfuerzo formidable. Hay que privarse de tabaco y de postres, de vino y de diversiones para auxiliar a los que luchan por vosotros y para vosotros, a los que sufren en las trincheras, a los que caen heridos, a los que mueren, o morirán mañana para aseguraros un país libre, una vida digna.

Debemos fundar, camaradas, en todas partes, secciones de la S. I. A. Debemos multiplicarlas. Debemos hacerlas surgir por centenares. Debemos ser en Francia el motor de una empresa que nos interesa, que lucha por nosotros. Lo debemos por dignidad propia, por ser los primeros interesados en conseguir resultados positivos.

Esperamos que nuestros llamamientos no serán inútiles. Hay que sacudirse, y hacer un esfuerzo superior al que se hizo hasta el presente, como los milicianos se preparan a hacerlo frente a la embestida de la bestia fascista.

La sola manera de justificar en parte nuestra estancia lejos de la línea de fuego, consiste en esta ayuda intensa. De otra manera, seríamos de hecho, tan culpables de una posible derrota como las mismas fuerzas de Franco y de Mussolini.

Que todos, en noble emulación, creen secciones locales de la Solidaridad Internacional Antifascista.

Que todos busquen, después de haberlas creado, la forma más adecuada de recaudar fondos, víveres, ropas.

Que todos reúnan a los simpatizantes de nuestra causa, cualquiera sea su nacionalidad, o se pongan en contacto con los sindicatos, las fuerzas de izquierda, para coordinar los esfuerzos a fin de aumentar la recolección de medios.

Organícense cuantos actos sean precisos. Hágase todo, todo lo humanamente posible, para llevar a España algo de lo que le hace falta. Por mucho que consigamos, será siempre una parte ínfima de lo que se precisa. Pero lo poco parece mucho, cuando no hay nada.

Españoles, adelante! Más que nunca, más que nunca, como los milicianos, como nuestros hermanos y nuestras hermanas que lo sufren todo para no rendirse!

Los antifascistas de la región parisien deben desde ahora hacer ambiente para el mayor éxito del acto de solidaridad que ha de celebrarse en breve.

La solidaridad que no es activa, máxima en épocas tan graves y frente a acontecimientos tan trascendentales como los que España atraviesa, es una máscara de hipocresía de que se revisten los indiferentes.

Normas prácticas de trabajo

Todo del dinero que se recolecte será enviado a la dirección siguiente: M. Faucier, 26, rue de Crussol, Paris (XI*). Este dinero será empleado de acuerdo a las indicaciones dadas por el Comité Central del S. I. A. en España.

Los víveres, la ropa, los medicamentos, recogidos en los departamentos de Seine y Seine-et-Oise, serán entregados o enviados a la dirección arriba indicada (Faucier, 26, rue de Crussol).

Lo que se recoja en otras partes de Francia será entregado o enviado a los puntos de concentración que señalaremos para las zonas en que dividiremos al país, a los efectos de una mejor organización. Estamos editando un carnet de adhesión. Cada carnet costará dos francos, y el precio de cada sello será de un franco. Los grupos organizadores podrán guardar, para sus gastos, un franco sobre el carnet y cincuenta céntimos sobre cada sello.

S. I. A.

ORGANIZA para el 17 un

Mitin Monstruo

Une mise au point

Dans son dernier numéro la *révolution* Proletarienne a cru devoir insérer un article d'une hypocrisie extrême contre le Congrès de l'Union anarchiste et ses conclusions. Cet article, écrit pour un « groupe de libertaires » est signé L. Nicolas. Il constitue une déclaration d'hostilité ouverte à l'égard de l'Union anarchiste.

Les membres de la C. A. ont examiné cette diatribe mensongère et fielleuse — mensongère par son habile présentation à forme d'« objectivité » apparente, et fielleuse en chacun de ses termes — et tiennent à déclarer qu'avant d'en réfuter les points principaux une constatation s'impose :

Nous n'avons plus affaire à des camarades qui divergent sur les méthodes de l'U. A. et qui manifestent leur opposition à l'intérieur de leur organisation mais à des adversaires, qui portent leurs coups du dehors.

L'intention de nuire à l'U. A. est patente. L'auteur de l'article pose cette question : « Mais l'Union anarchiste peut-elle donner satisfaction à ces besoins de combats et de propriété ? En examinant le récent congrès, il faut bien conclure carrément et nettement : Non ! »

C'est donc pas à Nicolas, que la C. A. répondra. Mais cependant une mise au point s'impose pour nos camarades qui pourraient être abusés par les allégations calomnieuses de Nicolas sur les « dirigeants » de l'U. A. et sur l'état d'esprit qu'il leur prête ainsi d'ailleurs qu'à la masse des anarchistes français.

Pour donner la mesure de l'objectivité de Nicolas nous rappellerons qu'il n'assistait pas au Congrès.

Ce rappel liminaire est nécessaire. Mais passons aux critiques :

1° Nicolas prétend que le Congrès a été « fabriqué ». Pendant les trois semaines qui ont précédé le Congrès le secrétaire de l'organisation a été absent de France et n'est revenu que le second jour du Congrès ! Il y a effectivement des gens qui ont couru les groupes, qui ont tenté réellement de fabriquer le congrès. Ou sont-ils ? Nicolas le sait mieux que nous. Puisque, le Congrès terminé, ce travail continué sous forme de circulaires aux groupes...

2° Sur la délégation espagnole, Nicolas « ignore » délibérément que le délégué qui est venu au Congrès a été désigné au dernier moment, alors que les camarades qui devaient venir ont été empêchés par l'impossibilité d'obtenir leurs passeports. Oh bonne foi !

3° Sur la question des groupes d'usines, un référendum est en cours et il n'appartient pas plus à Nicolas qu'à quiconque d'en supputer les résultats pour en tirer des conclusions sur l'état d'esprit des « dirigeants anarchistes ». Ceux-ci, qui sont tous des ouvriers, ont bien « rigolé » pour employer une expression de Nicolas — quand ils ont su que « leur autoritarisme républicain leur esprit de confusionisme libéral glanant au delà des classes » !

Cette imputation est grotesque. Elle oblige cependant les « dirigeants » visés par Nicolas à rappeler leur position sur cette question.

Les groupes d'usines, soumis aux fluctuations de la lutte sociale à l'intérieur des usines qui met leurs membres en état d'instabilité permanente, ne peuvent être que des organismes de propagande et d'agitation. Les militants appartenant à des groupes locaux expriment en toute liberté leur point de vue sur tous les problèmes à l'intérieur de ces groupes, et point n'est besoin de créer une dualité nuisible entre le groupe local et le ou les groupes d'usines.

Voilà résumée aussi succinctement que possible la position des camarades qui ont défendu ce point de vue. Toute autre interprétation est abusive et malhonorable.

Toute la position adoptée par l'U. A. tant sur le plan social intérieur qu'extérieur proteste contre cette autre allégation de Nicolas consistant à dire que le « noyau majoritaire » de la C. A. s'en tient à un vague libéralisme flou valable pour tous les hommes de bonne volonté aussi bien du prolétariat que des classes moyennes.

Sur la question d'Espagne, il nous suffira de rappeler la décision du Congrès approuvant à une très forte majorité la solidarité sans réserve envers nos camarades espagnols.

Enfin sur la question de la guerre, le travail dans l'armée, le Congrès a suffisamment répondu par avance à Nicolas, en dehors de tout matamorisisme verbal qui consisterait à prêcher une action pleine de risques individuels que peuvent seuls déterminer ceux qui sont appelés à en supporter les conséquences.

Mais toute cette critique d'un ton si agressif relève de cet état d'esprit que nous connaissons bien et qui, au nom du « réalisme », de l'« action positive », etc., n'aboutit par une critique systématique qu'à énerver les militants, à désorganiser le mouvement et à ruiner les efforts sans cesse à recommencer de ceux pour qui l'action est non dans des articles, ou des résolutions, mais dans les faits.

C'est là que nous touchons au point capital de nos divergences. Les « dirigeants » anarchistes ont avant tout un souci : celui de développer et d'étendre au maximum le rayonnement de leur organisation.

Longtemps nous avons dû faire face à une situation précaire telle que nous ne nous trouvions qu'un petit groupe à tenir le coup et à résister au découragement.

Nous avons eu la joie de voir se modifier cette situation au grand bénéfice de nos idées.

Nous connaissons parfaitement nos possibilités de développement que nous estimons grandes. A ce point de vue Nicolas n'a aucune qualité pour faire la leçon à personne — pas plus que quiconque d'ailleurs.

Et nous ne permettrons pas que des revenus à l'organisation — après l'avoir déjà une fois quittée — des nouveaux venus et aussi des tard venus nuisent à notre propagande et combattent notre organisation.

Qu'on se le dise.

La C. A. de l'Union anarchiste.

P. S. — La R. P. ayant souligné dans un « chapeau » précédant l'article de Nicolas qu'elle insérerait volontiers la réponse, la C. A. de l'Union Anarchiste répondra à l'invite.

NOTRE LIBRAIRIE

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.
Le Salarial, par Kropotkine (suivi de A. Mon Frère le Paysan, par Elisee Reclus).
Anarchisme et Coopération, par Georges Bastien.
La Liberté individuelle, par Edouard Rothen.
Les Exilés, par Pierre Kropotkine.
Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Griffois.
Francisco Ferrer, Anarchiste.
Propos d'Éducateurs, par Sébastien Faure.
La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.
L'Orateur Populaire, les sources de l'éloquence, ou devient orateur, conseils aux jeunes, par Sébastien Faure.
L'Anarchie dans l'Évolution Socialiste, par P. Kropotkine.
L'Organisation de la vindicte appelée Justice, par P. Kropotkine.
Le Mariage, le Divorce et l'Union libre, par A. Marestan.
La Question Sociale, position de la question, par S. Faure.
Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes.
Elisee Reclus, par Han Ryner.
Les Capitalismes en Guerre, De Brie à la Ruhr, par Rhillon.
L'action anarchiste dans la Révolution, par P. Kropotkine.
Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.
L'anarchie et l'Eglise, par Elisee Reclus.
L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Kropotkine.
Réponses aux paroles d'une croyante, par S. Faure.
Parmi nos Pionniers, 26 portraits, 26 pensées par Albin.

EN VENTE AU « LIBERTAIRE »

Le livre de Kléber LEGAY

UN MINEUR FRANÇAIS

— CHEZ LES RUSSSES —

Un vol. de 125 pages : 4 francs.

Franco : 4 fr. 50.

L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine.
Douze preuves de l'existence de Dieu, par S. Faure.
Évolution et Révolution, par Elisee Reclus.
Aux Jeunes gens, par Pierre Kropotkine.
Entre paysans, par E. Malatesta.
Immoralité du mariage, par René Chaughl.
La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkine.
L'Amour libre, par Madeleine Vermet.
L'Anarchie, par Elisee Reclus.
Le droit d'ignorer l'Etat, par H. Spencer.
L'A. B. C. du Libertaire, par Jules Lermine.
Malheur et Anarchisme, par C. L. James.
Les crimes de Dieu, par Sébastien Faure.
Les endormeurs, par Michel Bakounine.

L'Éducation de demain, par C. A. Laisant.
Propos subversifs, par Raoul Odin.
La Peste religieuse, par Jean Moe.
La Loi et l'Autrité, par Kropotkine.
Communisme et Anarchie, par Kropotkine.
A mon frère le paysan, par Elisee Reclus.
La Rhétorique du peuple, par Raoul Odin.
Le droit à la Paresse, par Paul Lafargue.

La Conquête du Pain, par Kropotkine... 15
Autour d'une Vie, par Kropotkine, 2 volumes... 27
L'Anarchie, sa Philosophie, son Idéal, par Kropotkine... 1 50
Dieu et l'Etat, par Bakounine... 1 50
Idées sur l'Organisation Sociale, par James Guillaume... 2
L'Internationale, Documents et Souvenirs, tomes 3 et 4, les 2 tomes... 40
Histoire de la Commune, par Lissagaray... 36
Les Problèmes de la Révolution Proletarienne, par P. Loriot... 3
La Déchéance du Capitalisme, par Louzon... 0 50
Impérialisme et Nationalisme, par Louzon... 1 50
Culture Proletarienne, par M. Marinetti... 12
Quelques Ecrits, par Ad. Schwitzgebel... 6
Les Joyeusetés de l'Exil, par Ch. Malato... 15
Histoire du Mouvement Makhnoviste, par Archinov... 10
La Révolution Russe en Ukraine, par Nestor Makhno... 12
La Grande Retape, par Aurèle Paterni... 10 Fr.
Le Rire dans le Cimetière, par Aurèle Paterni... 6 Fr.
Les Péditions criminelles, par Aurèle Paterni... 6 Fr.
Les Insurrections Lyonnaises (1831-1834), par Jacques Perdu... 4 50
Le Révélateur de la Douleur, par A. Thierry... 20
Précis de Géographie Economique, par Horrabin... 12
L'Economie Capitaliste, par R. Louzon... 9
Abrégé du Capital de K. Marx, par C. Caffero... 6
Les Grands Marchés de Matières Premières, par F. Maurelle... 13
Histoire du Travail et des Travailleurs, par Pierre Brizon... 20

EN VENTE AU « LIBERTAIRE »
Prix : 1 fr. 50 chaque chanson

Adresser commandes et fonds à A. Scheck
Chèque postal 487-78, 9, rue de Bondy, Paris-10.
PRENDRE BONNE NOTE QU'AUQUEUN ENVOI
NE PEUT ÊTRE FAIT S'IL N'EST ACCOMPAGNÉ
DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJORE
DE 10 % POUR FRAIS D'ENVOI.
ENVOI RECOMMANDÉ 0 fr. 80 EN PLUS.
AUCUN ENVOI N'EST FAIT CONTRE REMBOURSEMENT.

Pierre KROPOTKINE

L'ANARCHIE

Sa Philosophie. — Son Idéal

Nouvelle édition : 1 fr. 50

En vente au « Libertaire »

Pour en finir

(Suite de la 1^{re} page.)

Ils estiment que ces valeurs sont irréalisables et finiront par vaincre la malveillance et l'absurdité criminelle des autres valeurs actuellement triomphantes.

Sans définir en termes clairs et précis ce qu'ils entendent par la réalisation plus ou moins éloignée de la vérité, de la justice et de la liberté, ils affirment que, seul, le règne de cette bienfaisante trinité mettra fin à la guerre et édifiera la paix mondiale et définitive.

Il est naturel, il est logique que les pacifistes de cette « Ecole » soient antilibertaires.

Le deuxième groupe comprend les pacifistes qui, étudiant les causes multiples de la guerre, constatent que, dans la répartition des responsabilités, une part de celles-ci revient indéniablement au milieu social actuel. Mais ils pensent que, dans le cadre même de la légalité et des institutions présentes, il est possible d'atténuer graduellement et, à la longue, de tarir les sources de conflits armés.

Ils sont pacifistes, mais conservateurs sociaux et simplement réformistes. Il ne faut donc pas s'étonner que les pacifistes de cette 2^e école, réprochant avec la même vigueur la révolution et la guerre et condamnant les violences de l'une au même titre que celles de l'autre.

Le troisième groupe se recrute parmi les pacifistes qui se rendent compte que la guerre ne peut prendre fin qu'avec le régime social qui l'enfante. Ils comprennent que la lutte à mener contre le militarisme et la guerre n'est qu'un secteur de la grande lutte à mener contre le milieu social lui-même.

Mais ils escomptent la chute du capitalisme par les voies légales, par le triomphe électoral du prolétariat, par l'installation au pouvoir du ou des partis politiques qui se réclament du socialisme et de la classe ouvrière.

Ils en tiennent pour les vastes rassemblements qui défilent dans le calme, l'ordre et la dignité. Par contre, ils ne cessent de freiner toute agitation virile et énergique.

On comprend que, dans ces conditions, les pacifistes de cette 3^e « école » soient partisans de la résistance passive et adversaires de la violence révolutionnaire.

Je dois dire cependant qu'un heureux revirement se produit au sein de ce groupe. L'expérience Blum-Chateaupont-Daladier a fortement déçu et gravement mécontenté les pacifistes de cette 3^e « école » et j'en connais un certain nombre qui, éclairés par la maintenance des deux ans, par l'augmentation des dépenses portées au compte des exigences de la défense nationale, par le déploiement et les parades de l'appareil militaire au cours des grandes cérémonies officielles commencent — enfin ! — à prendre conscience que la paix ne sera jamais l'œuvre volontaire et bénévole des gouvernements qu'ils soient ; mais que, pour tuer la guerre et fonder la paix, il sera nécessaire que les travailleurs l'exigent et l'imposent autrement que par l'impression qu'ils donnent, par les processions dans le respect de la légalité, de leur force, de leur confiance en eux, de leur prochaine victoire.

Le quatrième groupe rassemble les pacifistes révolutionnaires. C'est pour ces pacifistes, qui ne séparent pas le problème de la paix du problème social, en vérité, ils sont inséparables — que j'écrivais dans mon dernier article :

« Qui dit autorité dit violence et guerre. Qui dit liberté dit entente et paix. C'est le principe d'autorité qui, dans ses innombrables applications, rend indispensable l'intervention des moyens violents ; car on ne peut pas concevoir l'exercice d'un pouvoir qui n'aurait pas à son service un appareil de force capable de contraindre et d'imposer par la violence matérielle. »

« Les brigands peuvent changer tant et plus ; les cliques gouvernementales peuvent se succéder encore et encore ; mais la violence demeure car elle est inséparable de l'autorité. Ce n'est qu'en abolissant celle-ci qu'on parviendra à supprimer celle-là. »

Un dernier mot à l'adresse de ceux qui s'obstinent à nier l'opposition qui existe entre la guerre proprement dite et la révolution sociale tendant à l'instauration du communisme libertaire.

Pacifistes « absolus » : Vous abhorrez la guerre ; nous aussi. Et c'est pour mettre un terme aux immenses boucheries qui ensanglantent la Terre et déciment et déshonorent l'humanité que les anarchistes livrent un combat sans merci à tous les régimes d'autorité qui engendrent inévitablement la guerre.

Pacifistes « absolus » : Vous détestez la violence ; nous aussi ; et c'est pour mettre fin à tous les régimes d'autorité qui ne se maintiennent que par la violence que nous combattons sans trêve tous ces régimes.

Or, pour avoir raison de ces régimes qui engendrent inévitablement la violence et la guerre, nous avons plus et mieux que la conviction : la certitude qu'il faudra, tôt ou tard, recourir à l'action violente, tout autre moyen étant, à notre sens et tout compte fait frappé d'insuccès.

Pour supprimer l'effet, il est indispensable d'en supprimer la cause.

Pour abolir la guerre et la violence, nous avons la certitude qu'il est indispensable d'abolir le principe d'autorité, générateur de violence et fomenteur de guerre.

La classe dominante possède tous les leviers de commande. Elle est dotée, casquée, armée de pied en cap. Il est archiprouvé que, plutôt que de renoncer à ses privilèges et profits, elle n'hésitera pas à faire usage, feroce, sauvagement, de tous les moyens de répression et de massacre dont elle dispose.

Pacifistes « absolus » : Prenez garde ! Craignez qu'on ne vous accuse d'être les complices et les associés de ces fauteurs de violence et de guerre, parce que votre combat contre la violence a pour résultat pratique la pérennité de leur domination.

Ce serait, je n'en doute pas, à votre insu et contre votre volonté. Mais le résultat n'en serait pas moins le même.

SEBASTIEN FAURE.

Jeunesse Anarchiste Communiste

Notre lutte contre les 2 ans et la leur

Avons-nous des conceptions particulières de la lutte antimilitariste ? Tel est le problème que nous avons le devoir de poser. N'est-ce pas plutôt les organisations se réclamant aussi de cette lutte qui ont des conceptions politiques, partisans et sectaires.

Pour nous, le problème posé est résolu. Notre bataille contre l'Etat-Major fait partie de notre programme anticapitaliste, de tout notre programme destructif, révolutionnaire.

La jeunesse communiste tant qu'elle était oppositionnelle, menait le combat d'une manière sectaire, les dirigeants cherchaient à tirer le plus grand profit possible du sentiment de classe de la jeunesse ouvrière pour des fins politiques, de renforcement de l'autorité, de la puissance du Parti avec un grand P.

La nation mystique qui permet d'embarquer des individus dans des luttes impérialistes et d'intérêts contraires à ceux qui en sont les rouges est remplacée par le Parti qui, dans la même idée, exige de ses membres la « discipline » commuée en « obéissance passive et aveugle » pour ceux-là mêmes qui ne sont toujours les victimes.

L'exemple de ce parti communiste est la pour nous renforcer dans cette thèse et nous permet de faire la juste part des responsabilités de la structure de l'organisation et de l'éducation des membres.

Ne perdons pas notre temps à faire le procès de la politique actuelle des jeunes communistes, si politique il y a, reportons-nous en à tous les numéros de l'Avant-Garde parus depuis plus de deux ans.

La lutte antimilitariste défendue par les jeunes socialistes doit nous permettre un peu plus de réflexion et surtout un peu plus d'usage de la réflexion et surtout un peu plus d'usage de la réflexion.

Rendons-leur donc un hommage mérité, depuis la formation de la Jeunesse socialiste, les membres du C.N.M. (Comité National d'Action) organisme dirigeant, ont toujours mené la même politique de complète démagogie révolutionnaire.

Si l'on se tient au point important, car malgré les déclarations doctrinaires de « nos amis » S.F.I.O. dans le domaine anticapitaliste en général, se fait jour une contradiction si flagrante que l'on ne peut être sincèrement révolutionnaire et rester au sein de ce parti d'éternelle trahison, la social-démocratie.

Si l'on ne tient pas compte, dans le cadre honnête, sincère de la lutte revendicative, fidèle à la tradition socialiste, que des points de vue des Jeunes socialistes, nous pourrions faire nos propres déclarations, nous pourrions faire nos propres déclarations, nous pourrions faire nos propres déclarations.

Le problème est posé et on doit y répondre ! Si nous avons le devoir d'aider matériellement nos camarades enrégimentés, si nous sommes possible par toutes sortes de combinaisons d'accomplir une solidarité effective, il n'y a aucune

hésitation ! Mais de là à créer officiellement des organismes illégaux, de pousser les jeunes soldats à se grouper en nombre le plus élevé possible, il y a un précepte que nous nous résignons à franchir.

Les militants connaissent tous la facilité avec laquelle les mouchards apparaissent au moment opportun et surtout nous autres, n'oublions pas que c'est par une répression particulièrement violente que se sont manifestés les résultats de nos nouveaux tricolores lorsqu'ils étaient encore dans l'ultra-gauchisme, qu'il n'a jamais reconnu ses torts dans l'événement capital, qui présentait la guerre de 1914 où il aurait dû prouver ses capacités d'internationalisme prolétarien.

Enfin, nous pourrions reprendre tout l'acte d'accusation dressé par le parti communiste depuis la scission de Tours jusqu'à même aujourd'hui pour prouver qu'avant d'être un parti de classe, le P.S. est national.

Le principe même de l'organisation, la solidarité plus ou moins effective qui peut se faire jour au sein d'un parti empêche nos camarades socialistes sincèrement révolutionnaires, d'arriver à un résultat. Quelle est, sous leur bonne volonté, au nom d'une discipline tout à fait logique, ils seront et l'ont déjà été, obligés de se soumettre à une majorité anti-socialiste. La position qu'ils prennent et que nous indiquons plus bas se trouve être démagogique.

Quant aux intérêts économiques de la nation, au renforcement de la puissance d'Etat par des nationalisations accomplies sur le dos des travailleurs, au renforcement du budget de la « République », ces mesures présentent la pierre de touche de notre désaccord complet avec ceux qui placent le respect et la puissance de l'Etat au-dessus des intérêts ouvriers, et nous pouvons affirmer que l'évolution d'un parti qui est à ses débuts révolutionnaire, mais qui a cette conception dès son départ, parviendra automatiquement au stade actuel de la S.F.I.O. (faillite du marxisme pratique).

« Les intérêts d'une lutte collective ne peuvent à aucun prix être subordonnés à ceux d'une classe, d'un parti, d'un Etat ou même d'un soi-disant gouvernement ouvrier et paysan. »

Ces réserves faites, nous nous plaçons à reconnaître l'esprit révolutionnaire qui inspire la position prise par la Jeunesse socialiste par le retour à la loi d'un an. Nous aurons l'occasion de souligner les points importants où cette position coïncide avec la nôtre.

SERVANT.

Dans l'armée « républicaine »

Au fort de Charenton, les gueules de vaches se distinguent. Dernièrement, un jeune soldat était sauvagement frappé à coups de ceinturon par un sous-officier, ancien repris de justice et échappé de maison de correction. Un autre soldat, qui se trouvait là, osa protester. Le voilà maintenant en prison, et menacé du conseil de guerre. Le malheureux est marié et père de deux enfants. De plus, la presse fasciste innonde le caserne. Nous parlons pas, bien entendu, de presse ouvrière.

C'est ça, le « souffle républicain » ?

REUNION ET CONFERENCE DE LA SEMAINE

JEUDI 2 A Cachan

A 20 h. 30, au Gymnase Municipal.

CE QUE SONT

CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES

Orateurs : Villain, Montel, Frémont, Barzangette.

VENDREDI 3 Blanc-Mesnil

20 h. 30, salle de La Volière, avenue Henri-Barbusse.

CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES

Orateurs : Doutreau, Paterni.

La Courneuve

CONTRE LA CALOMNIE

FASCISTE ET STALINIENNE

Orateurs : Doutreau, Barzangette, Goudry.

Villejuif

A 20 h. 30, salle des Fêtes, avenue Paul-Vaillant-Couturier.

CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES

Orateurs : Villain, Montel, Frémont, Ringeas.

SAMEDI 4 Valenton

A 20 h. 30, Salle du Coteau

GRANDE FETE DE SOLIDARITE

POUR L'ESPAGNE

avec le concours de Charles d'Avray, Henri Guérin, Doutreau, suivie de bal de nuit.

Tombola gratuite.

Paris XIII

A 21 heures, salle Cambrénus, boul. Arago

FASCISTE ET STALINIENNE

Orateurs : Ringeas, Servant.

MARDI 7 Paris XIX

A 20 h. 30, Salle Dino, 151, b. de la Villette

LES EVENEMENTS D'ESPAGNE

Orateurs : Goudry, Barzangette, Ringeas, Frémont.

MERCREDI 8 Bicêtre

A 20 h. 30, Préau de l'Ecole des Filles, rue des Ecoles

CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES

Orateurs : Villain, Montel, Doutreau, Barzangette.

JEUDI 9 A Gentilly

A 20 h. 30, Préau des Ecoles Lamartine, rue des Champs-Élysées

CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES

Orateurs : Villain, Berger, Frémont.

A Ivry

A 20 h. 30, au Lion d'Or,

24, avenue de la République

LA RELIGION OPIUM DU PEUPLE

Orateur : Aurèle Paterni.

Clichy-Levallois

A 20 h. 30, salle du bal Mussard (porte d'Asnières)

CE QUE SONT ET CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES

Orateurs : Roger Goudry, Servant, Doutreau.

Pour que vive le Libertaire

Souscription permanente du premier au 30 novembre : Wlaminck, 20 fr. ; Barthémy (Pont-Aven), 10 fr. ; Beaulis, 10 fr. ; Pasquet, 30 fr. ; Mazeyrat, 40 fr. ; Boudet, 5 fr. ; Laprade, 5 fr. ; Un cheminot, 10 fr. ; Ravier (Tanger), 18 fr. ; Denis Gabriel, 10 fr. ; Ausin, Belgique, 5 fr. ; Tournoud, 20 fr. ; Buatois, 13 fr. ; Fournillon, 10 fr. ; Collecte faite du 7 novembre, 12 fr. ; Gillot, 10 fr. ; Charbonnet, 2 fr. ; Desnoyers, 10 fr. ; Marcel, 7 fr. ; Colonna 17 fr. ; Larmon-tellerie, 3 fr. ; Bron Larringues, 22 fr. ; K. Duval, 20 fr. ; Bournez, 3 fr. ; Garçonnet, 2 fr. ; Moreau (Trélat), 5 fr. ; Le Bourgeois Syndicaliste, 20 fr. ; Lijo, 3 fr. ; Buteux, 3 fr. ; Bonneau, 10 fr. ; Maguerite, 50 fr. ; Bracouet, 3 fr. ; Bezy, 3 fr. ; Magalon, 3 fr. ; Duval (Oullins), 20 fr. ; Le Lib, 4 fr. ; Gaby, 1 fr. ; La Prévoyance, 10 fr. ; Alouette, 3 fr. ; Grenier, 3 fr. ; Grévin (Amiens), 12 fr. ; Tidore (Paris), 3 fr. ; Dubugey, 75 fr. ; Anonyme, 5 fr. ; Pacole (Nevers), 3 fr. ; R. Anderson, 20 fr. ; Un vieux mitron, 5 fr. ; Polonais, 2 fr. ; Manceh, 3 fr. ; Ledru (Eure), 3 fr. ; Es-carfil, Villeneuve, 8 fr. ; Groupe U.A. Lyon-Ville, 20 fr. ; Gilles, 3 fr. ; Chaffournier, 9 fr. ; Dejean, 4 fr. ; Ducluzar, 2 fr. ; Louier, 10 fr. ; Wanecke, 10 fr. ; Coult, 5 fr. ; Alice, remis par Gaby, 25 fr. ; Tosca, 10 fr. ; Cuvilliez, 4 fr. ; Liauley, 3 fr. ; Brun, 5 fr. ; Steinger, 3 fr. ; Grenier, 5 fr. ; un gendarm, 5 fr.

